

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre de la Mobilité et des Transports est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Mobilité et des Transports,
Mme I. DURANT

Annexe

Société nationale des Chemins de Fer belges. — Statuts

Approuvés par l'assemblée générale extraordinaire
des actionnaires du 19 juillet 2002

Article 1^{er}

La Société nationale des Chemins de Fer belges, en abrégé S.N.C.B., créée par l'arrêté royal du 7 août 1926, est une société anonyme de droit public au sens des dispositions de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

La Société est une société anonyme faisant ou ayant fait publiquement appel à l'épargne.

Objet social, siège et durée

Article 2

L'article 1^{er} *bis* de la loi du 23 juillet 1926 créant la S.N.C.B. dispose que :

« La Société a pour objet le transport de voyageurs et de marchandises par chemin de fer.

La Société peut, par elle-même, ou par voie de participation à des organismes existants ou à créer, belges, étrangers ou internationaux, faire toutes opérations commerciales, industrielles ou financières se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social ou qui seraient susceptibles d'en faciliter ou d'en favoriser la réalisation ou le développement.

Est notamment considéré comme susceptible de favoriser la réalisation ou le développement de l'objet social, le fait de fabriquer et de vendre des biens ou des services ayant trait directement ou indirectement à l'activité ferroviaire. »

Article 3

Le siège de la Société est établi dans la Région de Bruxelles-Capitale, au lieu fixé par le conseil d'administration; la décision du Conseil est publiée, dans les trente jours, aux annexes du *Moniteur belge*.

Le conseil d'administration peut établir des bureaux ou des sièges auxiliaires dans toute autre localité belge, de même que des agences à l'étranger.

Capital social, apports, actions

Article 4

Le capital social est composé de :

1° deux cent septante-deux millions six cent quatre-vingt-deux mille huit cent septante-sept euros trente centimes (272.682.877,30) constitués au moment de la création de la Société, représentés par :

a) vingt millions d'actions privilégiées d'une valeur nominale de 12,39467624 € chacune divisible en cinq parts égales et distinctes représentées par des certificats et remboursées, conformément à l'article 9 de la loi du 23 juillet 1926 précitée, en soixante-cinq ans jusqu'en l'an 2001;

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Mobiliteit en Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 april 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Mobiliteit en Vervoer,
Mevr. I. DURANT

Bijlage

Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen. — Statuten

Goedgekeurd door de buitengewone algemene vergadering
van de aandeelhouders van 19 juli 2002

Artikel 1

De Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, afgekort N.M.B.S., opgericht bij koninklijk besluit van 7 augustus 1926, is een naamloze vennootschap van publiek recht in de zin van de bepalingen van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

De Maatschappij is een naamloze vennootschap die een publiek beroep doet of gedaan heeft op het spaarwezen.

Maatschappelijk doel, zetel en duur

Artikel 2

Artikel 1 *bis* van de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de N.M.B.S. bepaalt :

« De Maatschappij heeft tot doel het vervoer van reizigers en goederen per spoor.

De Maatschappij kan, op eigen gezag, of door middel van deelneming in bestaande of op te richten Belgische, vreemde of internationale organismen alle commerciële, industriële of financiële handelingen verrichten, die rechtstreeks of onrechtstreeks, geheel of ten dele in verband staan met haar maatschappelijk doel, dan wel de verwezenlijking of de uitbreiding van dat doel kunnen vergemakkelijken of bevorderen.

Het feit dat er goederen of diensten worden gefabriceerd en verkocht, die rechtstreeks of onrechtstreeks op de spoorwegactiviteiten betrekking hebben, is inzonderheid van aard de verwezenlijking of de uitbreiding van het maatschappelijk doel te bevorderen. »

Artikel 3

De zetel van de Maatschappij is in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest gevestigd op de plaats die door de raad van bestuur wordt bepaald; de beslissing van de Raad wordt binnen dertig dagen in de bijlagen bij het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

De raad van bestuur kan hulpbureaus of zetels overal elders in België, alsook agentschappen in het buitenland vestigen.

Maatschappelijk kapitaal, inbreng, aandelen

Artikel 4

Het maatschappelijk kapitaal is samengesteld uit :

1° tweehonderd tweeënzeventig miljoen zeshonderdtweëntachtig duizend achthonderd zevenenzeventig euro dertig eurocent (272.682.877,30) gevormd bij de oprichting van de Maatschappij, vertegenwoordigd door :

a) twintig miljoen preferente aandelen met een nominale waarde van 12,39467624 euro, die elk kunnen verdeeld worden in vijf gelijke en afzonderlijke delen vertegenwoordigd door aandeelbewijzen en die overeenkomstig artikel 9 van voormelde wet van 23 juli 1926, in vijftenzestig jaar tot in het jaar 2001 worden terugbetaald;

b) dix millions d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 2,47893525 € chacune; ces actions sont attribuées à l'Etat.

2° huit cent deux millions cinq cent soixante-six mille quatre cent soixante-quatre euros septante et un centimes (802.566.464,71) représentés par trois cent vingt-trois millions sept cent cinquante-quatre mille cinq cent neuf (323 754 509) actions ordinaires d'une valeur nominale de 2,47893525 euro chacune, attribuées à l'Etat, étant le solde des avoirs, créances et dettes réciproques entre l'Etat et la Société en exécution de l'article 164 de la loi-programme du 30 décembre 1988, modifié par l'arrêté royal du 30 septembre 1992 et la loi du 20 décembre 1995, et en exécution de l'article 14 de l'arrêté royal du 30 septembre 1992 portant approbation du premier contrat de gestion de la Société nationale des Chemins de Fer belges et fixant des mesures relatives à cette société;

3° trois milliards nonante-huit millions six cent soixante-neuf mille cinquante-neuf euros soixante-sept centimes (3.098.669.059,67), représentés par un milliard (1 000 000 000) d'actions privilégiées sans droit de vote d'une valeur nominale de cent vingt-cinq (125) francs (3,09866906 euros) chacune, souscrites par la Financière TGV et à libérer selon le calendrier suivant :

— lors de la souscription, à concurrence de un milliard douze millions sept cent quarante-six mille soixante-cinq euros trente et un centimes (1.012.746.065,31), dont cinq cent quarante cinq millions trois cent soixante-cinq mille sept cent cinquante-quatre euros cinquante centimes (545.365.754,50) en numéraire et quatre cent soixante-sept millions trois cent quatre-vingt mille trois cent dix euros quatre-vingt et un centimes (467.380.310,81) par apport d'une créance;

— avant le 1^{er} juin 1997, à concurrence de cinq cent quarante-huit millions neuf cent quatre-vingt-trois mille cent quarante euros septante-six centimes (548.983.140,76), en numéraire;

— le 30 juin 1997, à concurrence de quatre cent vingt et un millions quatre cent dix-huit mille neuf cent nonante-deux euros douze centimes (421.418.992,12), en numéraire;

— le 30 juin 1998, à concurrence de trois cent septante et un millions huit cent quarante mille deux cent quatre-vingt-sept euros seize centimes (371.840.287,16), en numéraire;

— le 30 juin 1999, à concurrence de trois cent septante et un millions huit cent quarante mille deux cent quatre-vingt-sept euros seize centimes (371.840.287,16), en numéraire;

— le 30 juin 2000, à concurrence de trois cent septante et un millions huit cent quarante mille deux cent quatre-vingt-sept euros seize centimes (371.840.287,16), en numéraire;

4° à partir de l'exercice social 1996, des sommes versées à la Société par le Ministère des Communications et de l'Infrastructure pour le financement des investissements visés à l'article 56, alinéa 1^{er}, de la loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions fiscales, financières et diverses, étant entendu que cette partie du capital est réduite à concurrence des prélèvements éventuels effectués conformément à l'arrêté royal du 24 décembre 1996 portant exécution de l'article 56 de la loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions fiscales, financières et diverses. Des actions ordinaires d'une valeur nominale de 3,09866906 euros sont émises en faveur de l'Etat à concurrence des sommes versées par celui-ci. A l'issue de l'assemblée générale ayant approuvé les comptes annuels de l'exercice, ces actions sont regroupées en un nombre de titres correspondant à la partie du capital qu'elles représentent compte tenu des versements et prélèvements susvisés qui ont été effectués au cours de l'exercice en cause.

Article 5

Conformément à l'article 3 de l'arrêté royal du 30 septembre 1992 portant approbation du premier contrat de gestion de la Société nationale des Chemins de Fer belges et fixant des mesures relatives à cette société, l'Etat a fait apport à la Société de la propriété du réseau des chemins de fer.

Ce réseau est celui dont la Société a la jouissance, dans le sens le plus étendu, à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté précité.

b) tien miljoen gewone aandelen met elk een nominale waarde van 2,47893525 euro; deze aandelen worden aan de Staat toegekend.

2° achthonderd en twee miljoen vijfhonderdzesenzestigduizend vierhonderd vierenzestig euro eenenzeventig eurocent (802.566.464,71), vertegenwoordigd door driehonderd drieëntwintig miljoen zeshonderdvierenvijftigduizend vijfhonderd en negen (323 754 509) gewone aandelen met elk een nominale waarde van 2,47893525 euro, toegekend aan de Staat, die het saldo vormen van de wederzijdse tegoeden, vorderingen en schulden tussen de Staat en de Maatschappij in uitvoering van artikel 164 van de programmawet van 30 december 1988, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 september 1992 en de wet van 20 december 1995, en in uitvoering van artikel 14 van het koninklijk besluit van 30 september 1992 houdende goedkeuring van het eerste beheerscontract van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en tot vaststelling van maatregelen met betrekking tot deze Maatschappij.

3° drie miljard achtennegentig miljoen zeshonderdnegenenzestig duizend negenenvijftig euro zevenenzestig eurocent (3.098.669.059,67), vertegenwoordigd door één miljard (1 000 000 000) preferente aandelen zonder stemrecht, met elk een nominale waarde van honderd vijftwintig frank (3,09866906 euro), onderschreven door HST-Fin en vol te storten volgens de volgende kalender :

— bij de inschrijving, ten belope van één miljard twaalf miljoen zeshonderdzesenzeventigduizend vijftenzestig euro eenendertig eurocent (1.012.746.065,31), waarvan vijfhonderd vijftienveertig miljoen driehonderdvijftenzestigduizend zeshonderd vierenvijftig euro vijftig eurocent (545.365.754,50) in geld en vierhonderd zevenenzestig miljoen driehonderdtachtigduizend driehonderd en tien euro eenentachtig eurocent (467.380.310,81) door inbreng van een schuldvoordere;

— vóór 1 juni 1997, ten belope van vijfhonderd achtenveertig miljoen negenhonderddrieëntachtigduizend honderd veertig euro zesenzeventig eurocent (548.983.140,76), in geld;

— op 30 juni 1997, ten belope van vierhonderd eenentwintig miljoen vierhonderdachttienduizend negenhonderd tweeënnegentig euro twaalf eurocent (421.418.992,12), in geld;

— op 30 juni 1998, ten belope van driehonderd eenenzeventig miljoen achthonderdveertigduizend tweehonderd zevenentachtig euro zestien eurocent (371.840.287,16), in geld;

— op 30 juni 1999, ten belope van driehonderd eenenzeventig miljoen achthonderd veertig duizend tweehonderd zevenentachtig euro zestien eurocent (371.840.287,16), in geld;

— op 30 juni 2000, ten belope van driehonderd eenenzeventig miljoen achthonderd veertig duizend tweehonderd zevenentachtig euro zestien eurocent (371.840.287,16), in geld.

4° vanaf het boekjaar 1996, de bedragen aan de Maatschappij gestort door het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur voor de financiering van de investeringen bedoeld in artikel 56, eerste lid, van de wet van 20 december 1995 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen, met dien verstande dat dit deel van het kapitaal wordt verminderd ten belope van de eventuele onttrekkingen verricht overeenkomstig het koninklijk besluit van 24 december 1996 tot uitvoering van artikel 56 van de wet van 20 december 1995 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen. Gewone aandelen met een nominale waarde van 3,09866906 euro worden uitgegeven ten gunste van de Staat en ten belope van de door hem gestorte bedragen. Na afloop van de algemene vergadering die de jaarrekening voor het boekjaar heeft goedgekeurd, worden deze aandelen gehergroepeerd in een aantal effecten overeenstemmende met het deel van het kapitaal dat zij vertegenwoordigen rekening houdend met de hierboven bedoelde stortingen en onttrekkingen die in de loop van het betrokken boekjaar zijn verricht.

Artikel 5

Overeenkomstig artikel 3 van het koninklijk besluit van 30 september 1992 houdende goedkeuring van het eerste beheerscontract van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en tot vaststelling van de maatregelen met betrekking tot deze maatschappij heeft de Staat bij de Maatschappij het eigendom van het spoorwegnet ingebracht.

Dit is het net waarvan de Maatschappij in de meeste ruime zin het genot heeft op de datum van inwerkingtreding van bovenvermeld besluit.

Article 6

Les actions ordinaires et les actions privilégiées sans droit de vote visées à l'article 4, 3°, sont nominatives et ne peuvent être converties en actions au porteur.

Article 7

Les actions au porteur et le certificat d'inscription nominative sont signés par deux administrateurs. Les deux signatures peuvent être apposées au moyen d'une griffe. Elles peuvent être réunies en titres de plusieurs unités. Elles peuvent également être divisées en cinq parts égales.

Article 8

L'article 9 de la loi du 23 juillet 1926 précitée dispose que :

« Les actions privilégiées émises avant l'entrée en vigueur de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques :

1° sont au porteur;

2° ont une valeur de 12,39467624 euros chacune;

3° peuvent être divisées en cinq parts égales d'une valeur nominale de 2,47893525 euros, donnant droit, chacune, à un cinquième des droits attachés à l'action, tant en intérêt, dividende, remboursement, prime de rachat et remplacement par des actions de jouissance qu'en vue de l'exercice du droit d'assister aux assemblées et d'y prendre part au vote;

4° donnent droit au dividende fixe déterminé par le Roi lors de chaque émission;

5° donnent droit à la moitié du solde des bénéfices nets, après les prélèvements fixés par les statuts.

Elles sont remboursées en soixante-cinq ans jusqu'en l'an 2001 par voie de tirage au sort ou de rachat en Bourse; les actions remboursées sont remplacées par des actions de jouissance qui ont les mêmes droits que les actions privilégiées, sauf le droit au dividende fixe et au remboursement.

Les actions divisées en cinq parts sont remplacées par cinq parts d'actions de jouissance.

Le remboursement des actions privilégiées est assuré par l'Etat.

Chaque groupe de dix actions privilégiées ou de jouissance donne droit à une voix à l'assemblée générale.

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action privilégiée. S'il y a plusieurs propriétaires d'un titre, la Société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard le propriétaire de l'action. Toutefois, cinq certificats de cinquième d'action donneront à leur porteur les mêmes droits qu'une action privilégiée. »

Article 9

Sans préjudice des conditions d'émission adoptées par l'assemblée générale de la Société et figurant à l'annexe aux présents statuts, les actions privilégiées sans droit de vote visées à l'article 4, 3° :

1° donnent droit aux dividendes suivants :

a) un premier dividende privilégié obligatoire fixe, adaptable selon les modalités fixées aux dites conditions d'émission, indépendant des bénéfices réalisés par la Société correspondant pour chaque action privilégiée sans droit de vote, à un pourcentage de cinq virgule nonante pourcent (5,90 %), jusqu'à l'exercice se terminant le 31 décembre 2005 et à trois virgule nonante-huit pourcent (3,98 %) pour l'exercice commençant le 1^{er} janvier 2006 jusqu'à l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, calculé sur la valeur nominale de l'action ou le montant libéré sur chaque action tant que la libération n'est pas complète;

b) à partir de l'exercice commençant le 1^{er} janvier 2006 jusqu'à l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, un deuxième dividende privilégié obligatoire variable, indépendant des bénéfices réalisés par la Société, correspondant, pour chaque action privilégiée sans droit de vote, à dix pourcent (10 %) du chiffre d'affaires que la S.N.C.B. réalise, en tant que transporteur, dans l'exploitation TGV (après application des accords billetterie), divisé par le nombre des dites actions existantes;

c) en outre, à la discrétion de l'assemblée générale de la Société, un dividende supplémentaire par prélèvement sur les bénéfices disponibles de la Société, ou, jusqu'à l'exercice se terminant le 31 décembre 2005, par prélèvement sur la partie du capital visée à l'article 4, 4°;

Artikel 6

De gewone aandelen en de preferente aandelen zonder stemrecht bedoeld in artikel 4, 3°, zijn aandelen op naam en mogen niet in aandelen aan toonder omgezet worden.

Artikel 7

De aandelen aan toonder en het getuigschrift van inschrijving op naam worden door twee bestuurders ondertekend. De twee handtekeningen mogen door middel van een naamstempel worden aangebracht. Zij mogen in effecten van verschillende eenheden verenigd worden. Zij kunnen eveneens in vijf gelijke delen opgesplitst worden.

Artikel 8

Artikel 9 van voormelde wet van 23 juli 1926 bepaalt :

« De preferente aandelen uitgegeven vóór de inwerkingtreding van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven :

1° zijn aan toonder;

2° hebben elk een nominale waarde van 12,39467624 euro;

3° kunnen verdeeld worden in vijf gelijke delen met een nominale waarde van 2,47893525 euro, die elk recht geven op één vijfde van de aan het aandeel verbonden rechten, zowel wat interest, dividend, terugbetaling, premie wegens terugkoop en vervanging door bewijzen van deelgerechtigdheid betreft, als met het oog op de uitoefening van het recht om de vergaderingen bij te wonen en er aan de stemmingen deel te nemen;

4° geven recht op de bij elke uitgifte door de Koning bepaald dividend;

5° geven recht op de helft van het overschot van de nettowinst, na de door de statuten bepaalde afhoudingen.

Zij worden terugbetaald in vijftenzestig jaar tot in het jaar 2001 door uitloting of wederinkoop op de Beurs; de terugbetaalde aandelen worden vervangen door bewijzen van deelgerechtigdheid, waaraan dezelfde rechten zijn verbonden als aan de preferente aandelen, behalve het recht op vast dividend en terugbetaling.

De in vijf delen verdeelde aandelen worden vervangen door vijf bewijzen van deelgerechtigdheid.

De Staat neemt de terugbetaling van de preferente aandelen ten laste.

Elke groep van tien preferente aandelen of bewijzen van deelgerechtigdheid geeft recht op één stem in de algemene vergadering. »

De Maatschappij erkent slechts één enkele eigenaar per preferent aandeel. Indien er voor een effect verschillende eigenaars zijn, heeft de Maatschappij het recht de uitoefening van de daaraan verbonden rechten te schorsen totdat één enkele persoon is aangeduid als zijnde te haren opzichte de eigenaar van het aandeel. Vijf getuigschriften ten bedrage van één vijfde van een aandeel geven echter aan de toonder ervan dezelfde rechten als één preferent aandeel.

Artikel 9

De preferente aandelen zonder stemrecht bedoeld in artikel 4, 3°, onverminderd de uitgiftevoorwaarden goedgekeurd door de algemene vergadering van de Maatschappij en opgenomen in bijlage bij onderhavige statuten :

1° verlenen recht op de volgende dividendend :

a) een eerste verplicht en vast preferent dividend, aanpasbaar volgens de modaliteiten vastgesteld in de genoemde uitgiftevoorwaarden, onafhankelijk van de door de Maatschappij gerealiseerde winst, dat voor elk preferent aandeel zonder stemrecht overeenstemt met een percentage van vijf komma negentig procent (5,90 %) tot het boekjaar eindigend op 31 december 2005 en met een percentage van drie komma achtennegentig procent (3,98 %) voor het boekjaar beginnend op 1 januari 2006 tot het boekjaar eindigend op 31 december 2020, berekend op de nominale waarde van het aandeel of het op elk aandeel gestort bedrag zolang het aandeel niet volledig volstort is;

b) vanaf het boekjaar beginnend op 1 januari 2006 tot het boekjaar eindigend op 31 december 2020, een tweede verplicht en variabel preferent dividend, onafhankelijk van de door de Maatschappij gerealiseerde winst, dat voor elk preferent aandeel zonder stemrecht overeenstemt met tien procent (10 %) van de omzet die de N.M.B.S. als vervoerder verwezenlijkt bij de exploitatie van de HST (na toepassing van de ticketverkoopovereenkomsten), gedeeld door het aantal bestaande preferente aandelen zonder stemrecht;

c) bovendien, naar goedgevonden van de algemene vergadering van de Maatschappij, een bijkomend dividend door afnemings op de beschikbare winst van de Maatschappij of, tot het boekjaar eindigend op 31 december 2005, door afnemings op het gedeelte van het kapitaal bedoeld in artikel 4, 4°;

d) à partir de l'exercice commençant le 1^{er} janvier 2021, un dividende identique à celui attribué aux actions ordinaires de la Société, proportionnellement à la valeur nominale des actions ou, à défaut de valeur nominale, au pair comptable des actions au moment de leur émission;

2° pourront, au choix du détenteur, être échangées, entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2021, contre des obligations subordonnées de la Société, sur la base d'une action contre une obligation de même valeur nominale, à des conditions assurant une rémunération de l'investissement au taux du marché et qui seront fixées avant l'an 2021 par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres;

3° donnent droit, en cas de liquidation de la Société, au remboursement du montant libéré par priorité aux actions ordinaires, ainsi qu'à une partie proportionnelle du boni de liquidation.

Article 10

L'émission d'actions ordinaires en faveur de l'Etat n'est pas soumise à un droit de souscription préférentielle lorsque cette émission est décidée en exécution de l'article 56 de la loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions fiscales, financières et diverses, pour une valeur nominale égale à 3,09866906 euros par action pour les actions émises jusqu'au 30 juin 2006, et que les actions émises sont destinées à être regroupées en cas de prélèvements, conformément à l'arrêté royal du 24 décembre 1996 portant exécution de l'article 56 de la loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions fiscales, financières et diverses, ou serait prévue par toute autre disposition prévoyant un mécanisme aux effets similaires.

Pour le surplus, les titulaires d'actions privilégiées sans droit de vote ont, sans préjudice de l'article 40, § 2, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, un droit de souscription préférentielle en cas d'émission d'actions nouvelles avec ou sans droit de vote, sauf si l'augmentation du capital se réalise par l'émission de deux tranches proportionnelles d'actions, les unes avec droit de vote et les autres sans droit de vote, dont la première est offerte par préférence aux titulaires d'actions avec droit de vote et la seconde aux titulaires d'actions sans droit de vote.

Administration

Article 11

La Société est gérée par les organes visés aux articles 15, 161^{ter}, § 1^{er} et 161^{quater} de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

Conseil d'administration

Composition

Article 12

L'article 162^{bis} de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques dispose que :

« § 1^{er} Le conseil d'administration est composé de dix membres, en ce compris l'administrateur délégué. Un tiers de ses membres au minimum doivent être de l'autre sexe.

§ 2 Le Roi nomme, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, un nombre d'administrateurs proportionnel aux droits de vote attachés aux actions détenues par l'Etat.

Les administrateurs sont choisis en fonction de la complémentarité de leurs compétences telle que l'analyse financière et comptable, les aspects juridiques, la connaissance du secteur du transport, l'expertise en matière de mobilité, la stratégie du personnel et les relations sociales.

La vacance de poste est annoncée par avis au *Moniteur belge*. Cet avis invite les candidats à faire valoir leurs titres et fixe le délai pour le dépôt des candidatures. Les autres administrateurs sont ensuite nommés par les autres actionnaires.

Les administrateurs nommés par le Roi ne peuvent être révoqués que par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

§ 3 Les administrateurs sont nommés pour un terme renouvelable de six ans.

§ 4 En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement jusqu'à ce qu'une nomination définitive intervienne conformément à la présente disposition.

§ 5 Le Roi nomme, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le président du conseil d'administration parmi les administrateurs. Le président du conseil d'administration appartient à un autre rôle linguistique que l'administrateur délégué.

d) vanaf het boekjaar beginnend op 1 januari 2021, een dividend gelijk aan het dividend toegekend aan de gewone aandelen van de Maatschappij, evenredig met de nominale waarden van de aandelen of, bij gebreke van nominale waarde, het boekhoudkundig pari van de aandelen op het ogenblik van hun uitgifte;

2° kunnen, naar keuze van de houder, tussen 1 januari en 31 december 2021, worden omgeruild voor achtergestelde obligaties van de Maatschappij, naar rata van één aandeel voor één obligatie van dezelfde nominale waarde, tegen voorwaarden die een marktconforme vergoeding van de investering verzekeren en die vóór het jaar 2021 zullen bepaald worden bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit;

3° verlenen, in geval van vereffening van de Maatschappij, recht op de terugbetaling van het gestorte bedrag bij voorrang op de gewone aandelen, evenals op een evenredig deel van het vereffeningssaldo.

Artikel 10

De uitgifte van gewone aandelen ten gunste van de Staat is niet aan een voorkeurrecht onderworpen wanneer tot deze uitgifte beslist wordt in uitvoering van artikel 56 van de wet van 20 december 1995 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen, tegen een nominale waarde van 3,09866906 euro per aandeel voor de aandelen uitgegeven tot 30 juni 2006, en wanneer de uitgegeven aandelen bestemd zijn om gehergroepeerd te worden in geval van afnemingen overeenkomstig het koninklijk besluit van 24 december 1996 tot uitvoering van artikel 56 van de wet van 20 december 1995 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen, of wanneer deze uitgifte zou worden geregeld door iedere andere bepaling die voorziet in een mechanisme met gelijkaardige gevolgen.

Voor het overige hebben de houders van preferente aandelen zonder stemrecht, onverminderd artikel 40, § 2, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, een voorkeurrecht in geval van uitgifte van nieuwe aandelen met of zonder stemrecht, behalve indien de kapitaalsverhoging geschiedt door de uitgifte van twee evenredige schijven van aandelen, de ene met stemrecht en de andere zonder stemrecht, waarvan de eerste bij voorkeur wordt aangeboden aan de houders van aandelen met stemrecht en de tweede aan de houders van aandelen zonder stemrecht.

Bestuur

Artikel 11

De Maatschappij wordt bestuurd door de organen bedoeld in de artikelen 15, 161^{ter}, § 1 en 161^{quater} van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige overheidsbedrijven.

Raad van bestuur

Samenstelling

Artikel 12

Artikel 162^{bis} van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven bepaalt :

« § 1. De raad van bestuur is samengesteld uit tien leden, met inbegrip van de gedelegeerd bestuurder. Ten minste één derde van zijn leden moeten van het andere geslacht zijn.

§ 2. Bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad benoemt de Koning een aantal bestuurders in verhouding tot het aantal stemmen dat verbonden is aan de aandelen die de Staat bezit.

De bestuurders worden gekozen overeenkomstig de complementariteit van hun competentie inzake financiële en boekhoudkundige analyse, juridische aspecten, hun kennis van de vervoersector, hun deskundigheid inzake mobiliteit, personeelsstrategie en sociale relaties.

Een vacante functie wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. In deze bekendmaking wordt aan de kandidaten gevraagd hun titels voor te leggen en wordt de termijn bepaald voor de indiening van de kandidaturen. De andere bestuurders worden vervolgens benoemd door de andere aandeelhouders.

De door de Koning benoemde bestuurders kunnen slechts ontslagen worden bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

§ 3. De bestuurders worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van zes jaar.

§ 4. Wanneer een plaats van bestuurder openvalt, hebben de overblijvende bestuurders het recht om voorlopig in de vacature te voorzien tot er een definitieve benoeming gebeurt overeenkomstig deze bepaling.

§ 5. Bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad benoemt de Koning de voorzitter van de raad van bestuur onder de bestuurders. De voorzitter van de raad van bestuur behoort tot een andere taalrol dan de gedelegeerd bestuurder.

En cas de partage des voix au sein du conseil d'administration, la voix du président est prépondérante.

Le président peut, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de la S.N.C.B., en ce compris les informations et documents dont dispose la S.N.C.B. en sa qualité d'actionnaire. Il peut requérir des membres du comité de direction, des agents et des préposés de la S.N.C.B. toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui lui paraissent nécessaires pour l'exécution de son mandat. Il peut se faire assister par un expert-comptable désigné par lui. La rémunération de l'expert-comptable incombe à la S.N.C.B.

§ 6. Dans le cadre de l'exercice de leur mandat et au regard des intérêts de la société, les membres des organes de la S.N.C.B. sont tenus à un devoir de discrétion. »

Fonctionnement

Article 13

Le conseil se réunit aussi souvent que l'exige l'intérêt de la Société et, au moins, quatre fois par an.

Il est convoqué par son président qui arrête l'ordre du jour.

La convocation et l'ordre du jour de chaque réunion sont adressés aux administrateurs au moins huit jours avant la date fixée pour la réunion.

Le conseil doit être convoqués sur la demande de l'administrateur-délégué ou de cinq administrateurs.

Le conseil ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres assistent à la réunion.

Si le conseil ne se trouve pas en nombre, une seconde réunion, tenue au plus tard dans la quinzaine, avec le même ordre du jour que la première, pourra valablement délibérer, quel que soit le nombre de membres présents.

Les décisions du conseil sont prises à la majorité des voix des membres présents.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Les procès-verbaux des réunions du conseil sont signés par celui qui les a présidées et les administrateurs qui en font la demande.

Dans les cas exceptionnels dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social et sauf dans les cas exclus par la loi, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs, exprimé par écrit.

Pouvoirs

Article 14

L'article 17, § 1^{er} et § 2, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques dispose que : « § 1^{er}. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social (de la S.N.C.B.).

Le conseil d'administration contrôle la gestion assurée par le comité de direction. Le comité de direction fait régulièrement rapport au conseil.

Le conseil, ou son président, sans préjudice des pouvoirs lui conférés par l'article (162bis, § 5, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques) peut, à tout moment, demander au comité de direction un rapport sur les activités de l'entreprise ou sur certaines d'entre elles.

§ 2 Le conseil d'administration peut déléguer au comité de direction en tout ou en partie les compétences visées au § 1^{er}, à l'exception de :

- 1° l'approbation du contrat de gestion, de même que toute modification de celui-ci;
- 2° l'élaboration du plan d'entreprise et la définition de la politique générale;
- 3° le contrôle du comité de direction, notamment en ce qui concerne l'exécution du contrat de gestion;
- 4° les autres compétences qui sont réservées au conseil d'administration par le présent titre (le titre V) et (...) par le Code des sociétés. »

Bij staking van stemmen in de raad van bestuur is de stem van de voorzitter beslissend.

De voorzitter kan te allen tijde ter plaatse de boeken, brieven, notulen inkijken en, in het algemeen, alle documenten en geschriften van de N.M.B.S., met inbegrip van de gegevens en de documenten waarover de N.M.B.S. beschikt in de hoedanigheid van aandeelhouder. Hij kan van de leden van het directiecomité, van de gemachtigden en de personeelsleden van de N.M.B.S. alle ophelderingen of inlichtingen vorderen en alle verificaties verrichten die hij nodig acht voor de uitvoering van zijn mandaat. Hij kan zich laten bijstaan door een door hem aangeduide accountant. De vergoeding van de accountant is ten laste van de N.M.B.S.

§ 6. Bij de uitoefening van hun mandaat en in het licht van de belangen van het bedrijf zijn de leden van de organen van de N.M.B.S. gehouden aan de discretieplicht. »

Werking

Artikel 13

De raad vergadert zo dikwijls als het belang van de Maatschappij het vereist en ten minste viermaal per jaar.

Hij wordt bijeengeroepen door zijn voorzitter die de agenda opstelt.

De oproepingsbrief en de agenda van iedere vergadering worden ten minste acht dagen vóór de datum van de vergadering naar de bestuurders gestuurd.

De raad moet worden bijeengeroepen op verzoek van de gedelegeerd bestuurder of van vijf bestuurders.

De raad kan slechts geldig besluiten nemen indien de meerderheid van zijn leden de vergadering bijwoont.

Indien geen voldoende aantal leden op de raadszitting aanwezig is, kan een tweede, uiterlijk binnen veertien dagen gehouden vergadering, met dezelfde agenda als de eerste, geldig besluiten nemen, welk ook het aantal aanwezige leden zij.

De besluiten van de raad worden bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden genomen.

Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter beslissend.

De notulen van de vergaderingen van de raad worden ondertekend door degene die ze heeft voorgezeten en door de bestuurders die hierom verzoeken.

In uitzonderlijke gevallen, wanneer de dringende noodzakelijkheid en het belang van de vennootschap zulks vereisen, en behalve in de door de wet uitgesloten gevallen, kunnen de besluiten van de raad van bestuur worden genomen bij eenparig schriftelijk akkoord van de bestuurders.

Bevoegdheden

Artikel 14

Artikel 17, § 1 en § 2, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven bepaalt : « § 1. De raad van bestuur is bevoegd om alle handelingen te verrichten die nodig of dienstig zijn tot verwezenlijking van het doel (van de N.M.B.S.).

De raad van bestuur houdt toezicht op het beleid van het directiecomité. Het directiecomité doet op geregelde tijdstippen verslag aan de raad.

De raad, of zijn voorzitter, onverminderd de bevoegdheden van laatstgenoemde, hem toegekend krachtens artikel (162bis, § 5, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven), kan op elk ogenblik van het directiecomité een verslag vragen betreffende de activiteiten van het bedrijf of sommige ervan.

§ 2 De raad van bestuur kan de in § 1 bedoelde bevoegdheden geheel of gedeeltelijk opdragen aan het directiecomité, met uitzondering van :

- 1° de goedkeuring van het beheerscontract, evenals van elke wijziging ervan;
- 2° het vaststellen van het ondernemingsplan en het algemeen beleid;
- 3° het toezicht op het directiecomité, inzonderheid wat de uitvoering van het beheerscontract betreft;
- 4° de andere bevoegdheden die door deze titel (titel V) en (...) door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen uitdrukkelijk aan de raad van bestuur worden toegewezen. »

Article 15

L'article 11, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques dispose que :

« Les marchés de travaux, de fournitures et de services sont passés par ou en vertu d'une décision du conseil d'administration de l'entreprise publique. Le conseil d'administration détermine les marchés pour lesquels le comité de direction est seul compétent et les marchés pour lesquels le comité peut déléguer la décision. »

Comité de Direction

Composition

Article 16

L'article 162^{quater} de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques dispose que :

« Le Comité de direction de la S.N.C.B. se compose de l'administrateur délégué et des directeurs généraux. Le nombre de directeurs généraux est déterminé par le conseil d'administration. Le comité de direction est présidé par l'administrateur délégué.

L'administrateur délégué est nommé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, pour un terme renouvelable de six ans. Il est révoqué par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres. (...)

Le conseil d'administration nomme les membres du comité de direction, sur proposition de l'administrateur délégué et après avoir pris l'avis du comité de nomination et de rémunération. Ce dernier aura, préalablement à son avis, consulté un bureau de conseil en ressources humaines externe à la S.N.C.B.

Ils sont révoqués par le conseil d'administration. Ils ne peuvent avoir la qualité d'administrateur de la S.N.C.B.

Tous les membres du comité de direction remplissent au sein de la S.N.C.B. des fonctions de plein exercice. »

Fonctionnement

Article 17

L'article 162^{ter}, al. 2 et al. 3, 1^{er} phrase, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques dispose que :

« Les membres du comité de direction forment un collège. Ils peuvent se répartir les tâches. »

Pouvoirs

Article 18

L'article 162^{ter} al.1^{er}, al.3, 2^{ème} et 3^{ème} phrases et al.4 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques dispose que :

« Le comité de direction est chargé de la gestion journalière et de la représentation en ce qui concerne cette gestion, de même que de l'exécution des décisions du conseil d'administration. »

« A l'exception de celle visée à l'article 11 § 2 (de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques), le comité de direction peut déléguer certaines de ses compétences à un ou plusieurs de ses membres ou à des membres du personnel. Il peut en autoriser la subdélégation.

Les délégations accordées par le comité de direction en vertu de la présente disposition sont, sous peine de nullité, portées à la connaissance du conseil d'administration. »

Représentation et Engagement

Article 19

L'article 162^{quater}, al. 3 à 5, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques dispose que :

« La société est valablement représentée dans ses actes, y compris la représentation en justice, par l'administrateur délégué et le directeur général, désigné à cette fin par le conseil d'administration, agissant conjointement.

Tous les actes de gestion ou qui engagent la société sont signés conjointement par l'administrateur délégué et le directeur général désigné à cette fin par le conseil d'administration.

L'administrateur délégué appartient à un rôle linguistique différent de ce directeur général. »

Artikel 15

Artikel 11, § 2, eerste lid, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven bepaalt :

« De opdrachten voor de aanneming van werken, leveringen en diensten worden gegund bij of krachtens beslissing van de raad van bestuur van het overheidsbedrijf. De raad van bestuur duidt de opdrachten aan waarvan de gunning behoort tot de uitsluitende bevoegdheid van het directiecomité alsmede de opdrachten waarvoor de beslissing door het comité mag worden gesubdelegeerd.

Directiecomité

Samenstelling

Artikel 16

Artikel 162^{quater} van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven bepaalt :

« Het Directiecomité van de N.M.B.S. is samengesteld uit de gedelegeerd bestuurder en de directeurs-generaal. Het aantal directeurs-generaal wordt bepaald door de raad van bestuur. Het directiecomité wordt voorgezeten door de gedelegeerd bestuurder.

De gedelegeerd bestuurder wordt benoemd door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, voor een hernieuwbare termijn van zes jaar. Hij wordt ontslagen door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. (...)

De raad van bestuur benoemt de leden van het directiecomité, op voorstel van de gedelegeerd bestuurder en na het advies te hebben ingewonnen van het benoemings- en bezoldigingscomité. Dit laatste moet vooraf een consultancybureau in human resources dat losstaat van de N.M.B.S. hebben geraadpleegd.

Zij worden afgezet door de raad van bestuur. Zij mogen niet de hoedanigheid van bestuurder van de N.M.B.S. hebben.

Alle leden van het directiecomité vervullen een voltijdse functie binnen de N.M.B.S. of in het kader van de vertegenwoordiging van de N.M.B.S. »

Werking

Artikel 17

Artikel 162^{ter}, lid 2 en lid 3, eerste zin, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven bepaalt :

« De leden van het directiecomité vormen een college. Zij kunnen de taken onder elkaar verdelen.

Bevoegdheden

Artikel 18

Artikel 162^{ter}, lid 1, lid 3, tweede en derde zinnen, en lid 4, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven bepaalt :

« Het directiecomité is belast met het dagelijks bestuur en de vertegenwoordiging wat dat bestuur aangaat, alsmede met de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur. »

« Met uitzondering van deze bedoeld in artikel 11, § 2 (van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven), kan het directiecomité een aantal van zijn bevoegdheden delegeren aan één of meer van zijn leden of aan personeelsleden. Het kan de subdelegatie ervan toestaan.

De delegeringen die krachtens onderhavige bepaling het directiecomité worden toegekend, worden op straffe van nietigheid ter kennis van de raad van bestuur gebracht. »

Vertegenwoordiging en Verbintenissen

Artikel 19

Artikel 162^{quater}, leden 3 tot 5, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven bepaalt :

« De directeur-generaal, die daartoe werd aangesteld door de raad van bestuur, en de gedelegeerd bestuurder vertegenwoordigen gezamenlijk de onderneming in al haar handelingen, met inbegrip van de vertegenwoordiging in rechte.

Alle akten van beheer of akten die de onderneming verbinden, worden gezamenlijk ondertekend door de gedelegeerd bestuurder en een directeur-generaal die daartoe werd aangesteld door de raad van bestuur.

De gedelegeerd bestuurder behoort tot een andere taalrol dan deze directeur-generaal.

Comité stratégique

Composition

Article 20

L'article 161ter, § 5, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques dispose que :

« Le comité stratégique est composé :

1° des membres du conseil d'administration;

2° de six membres représentant les organisations représentatives des travailleurs affiliées à une interprofessionnelle siégeant au Conseil national du Travail.

L'attribution du nombre de sièges à ces organisations représentatives des travailleurs est faite en fonction de leur représentation respective au sein de la S.N.C.B.

Chacune des trois organisations représentatives des travailleurs aura au minimum un représentant.

Lorsqu'une organisation représentative des travailleurs a plus d'un représentant, chaque rôle linguistique est représenté.

Ces membres sont nommés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur la proposition du Ministre ayant les Chemins de Fer dans ses attributions.

Les représentants des organisations représentatives des travailleurs sont nommés pour un terme renouvelable de six ans.

Ils sont révoqués par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Le comité stratégique est composé d'autant de membres d'expression française que de membres d'expression néerlandaise. »

Fonctionnement

Article 21

L'article 161ter, § 7, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques dispose que :

« Les membres du comité stratégique forment un collège. Ils peuvent se répartir les tâches.

Pour être valablement constitué, le comité stratégique doit compter au moins dix membres.

En outre, pour valablement tenir séance, le comité stratégique doit réunir un quorum minimum de dix membres.

Le comité stratégique est présidé par le président du conseil d'administration.

En cas de partage des voix au sein du comité stratégique, la voix du président est prépondérante. »

Pouvoirs

Article 22

L'article 161ter, § 6, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques dispose que :

« Sans préjudice des compétences conférées au conseil d'administration et au comité de direction, le comité stratégique est compétent pour :

1° l'élaboration, la négociation et le suivi de l'exécution du contrat de plan pluriannuel d'investissements de la S.N.C.B. en concertation avec le comité d'orientation;

2° la négociation et le suivi de l'exécution du contrat de gestion, dans le cadre fixé par les articles 3 à 5 (de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques), en concertation avec le comité d'orientation;

3° rendre un avis préalable aux décisions du conseil d'administration sur toutes les mesures susceptibles d'influencer l'emploi à moyen et à long terme;

4° rendre un avis préalable aux décisions du conseil d'administration, en matière de stratégie générale de l'entreprise, de filiales, de processus de fusions et acquisitions, de politique générale de personnel et des investissements, du plan d'entreprise, de l'évolution des finances et des budgets annuels, et de la défense de la position concurrentielle.

Dans le cadre de l'exercice de ses compétences, le comité stratégique dispose des rapports du comité d'audit concernant l'examen des comptes de la société.

En ce qui concerne le suivi de l'exécution du plan pluriannuel d'investissements et l'exécution du contrat de gestion, le comité stratégique rend un rapport d'évaluation annuel au ministre ayant les chemins de fer dans ses attributions.

Strategisch Comité

Samenstelling

Artikel 20

Artikel 161ter, § 5, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven bepaalt :

« Het strategisch comité bestaat uit :

1° de leden van de raad van bestuur;

2° zes leden die de vakorganisaties vertegenwoordigen die zijn aangesloten bij een interprofessionele organisatie die zetelt in de Nationale Arbeidsraad.

De zetels worden aan deze vakorganisaties toegewezen overeenkomstig hun respectieve vertegenwoordiging binnen de N.M.B.S.

Elk van de drie vakorganisaties heeft ten minste één vertegenwoordiger.

Indien een vakorganisatie meer dan één vertegenwoordiger heeft, wordt elke taalrol vertegenwoordigd.

Deze leden worden benoemd door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op voorstel van de Minister die bevoegd is voor de Spoorwegen.

De vertegenwoordigers van de vakbondorganisaties worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van zes jaar.

Zij worden afgezet door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Het strategisch comité telt evenveel Franstaligen als Nederlandstaligen. »

Werking

Artikel 21

Artikel 161ter, § 7, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven bepaalt :

« De leden van het strategisch comité vormen een college. Zij kunnen hun taken onder elkaar verdelen.

Om geldig samengesteld te zijn, moet het strategisch comité ten minste tien benoemde leden tellen.

Om geldig zitting te houden, moet het strategisch comité bovendien een quorum van ten minste tien leden hebben.

Het strategisch comité wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur.

Bij staking van stemmen in het strategisch comité is de stem van de voorzitter beslissend. »

Bevoegdheden

Artikel 22

Artikel 161ter, § 6, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven bepaalt :

« Onverminderd de bevoegdheden die worden toegekend aan de raad van bestuur en aan het directiecomité, is het strategisch comité bevoegd voor :

1° de uitwerking, de onderhandeling en de opvolging van de uitvoering van het meerjarige investeringsplan van de N.M.B.S., in overleg met het oriënteringscomité;

2° de onderhandeling en de opvolging van de uitvoering van het beheerscontract, in het kader bepaald door de artikelen 3 tot (5 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven), in overleg met het oriënteringscomité;

3° het uitbrengen van een voorafgaand advies aangaande de beslissingen van de raad van bestuur over alle maatregelen die de tewerkstelling op middellange en lange termijn kunnen beïnvloeden;

4° het uitbrengen van een voorafgaand advies aangaande de beslissingen van de raad van bestuur inzake algemene bedrijfsstrategie, dochterondernemingen, processen van fusies en overnames, algemeen personeels- en investeringsbeleid, het bedrijfsplan, de ontwikkeling van jaarlijkse financiën en budgetten en de verdediging van de concurrentiepositie.

Bij de uitoefening van zijn bevoegdheden beschikt het strategisch comité over de verslagen van het auditcomité betreffende het onderzoek van de rekeningen van de onderneming.

Inzake de opvolging van de uitvoering van het meerjarige investeringsplan en de uitvoering van het beheerscontract overhandigt het strategisch comité een jaarlijks evaluatieverslag aan de minister die bevoegd is voor de spoorwegen.

Le comité stratégique peut inviter à ses réunions des membres du comité de direction qui siègent avec voix consultative.

Les avis préalables formulés par le comité stratégique dans le cadre de ses compétences revêtent un caractère contraignant, sous réserve de la procédure détaillée ci-après.

En cas de désaccord du conseil d'administration, celui-ci introduit un nouveau projet de décision auprès du comité stratégique qui dispose alors de la faculté de formuler un nouvel avis dans un délai de dix jours. Lorsque le désaccord persiste, le conseil d'administration peut déroger à l'avis à la condition qu'il motive son refus.

Le Roi règle par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la procédure d'information et de communication au comité stratégique des projets de décision requérant un avis préalable. »

Comité d'audit

Composition et Fonctionnement

Article 23

L'article 161ter, § 2, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques dispose que :

« Le comité d'audit (...) (est) composé de quatre administrateurs, à l'exclusion de l'administrateur délégué. Le conseil d'administration en fixe la composition et le mode de fonctionnement en se conformant à la (loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques).

(Ce comité peut) inviter à (ses) réunions l'administrateur délégué, qui y siège avec voix consultative. »

Pouvoirs

Article 24

L'article 161ter, § 3, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques dispose que :

« Le comité d'audit assume les tâches que lui confie le conseil d'administration. En outre, il a pour mission d'assister le conseil d'administration par l'examen d'informations financières, notamment les comptes annuels, le rapport de gestion et les rapports intermédiaires. Il s'assure également de la fiabilité et de l'intégrité des rapports financiers en matière de gestion des risques.

Au moins quatorze jours avant la réunion au cours de laquelle il établit les comptes annuels, le conseil d'administration demande l'avis du comité d'audit à propos de ces comptes.

Le commissaire du Gouvernement et un auditeur extérieur, désigné par l'assemblée générale des actionnaires sur proposition du conseil d'administration, participent avec voix consultative aux réunions du comité d'audit. »

Comité de nominations et de rémunération

Composition et Fonctionnement

Article 25

L'article 161ter, § 2, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques dispose que :

« (...) le comité de nominations et de rémunération (est) composé de quatre administrateurs, à l'exclusion de l'administrateur délégué. Le conseil d'administration en fixe la composition et le mode de fonctionnement en se conformant à la (loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques).

(Ce comité peut) inviter à (ses) réunions l'administrateur délégué, qui y siège avec voix consultative. »

Pouvoirs

Article 26

L'article 161ter, § 4, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques dispose que :

« Le comité de nominations et de rémunération rend un avis conformément à l'article 162quater, alinéa 6 (de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques) sur les candidatures proposées par l'administrateur délégué en vue de la nomination des membres du comité de direction.

Le conseil d'administration détermine, sur proposition du comité de nominations et de rémunération, la rémunération et les avantages accordés aux membres du comité de direction et aux cadres supérieurs. Il suit ces questions de manière continue. »

Het strategisch comité kan op zijn vergaderingen leden van het directiecomité uitnodigen, die met raadgevende stem zetelen.

De voorafgaande adviezen van het strategisch comité in het kader van zijn bevoegdheden zijn bindend, onder voorbehoud van de hierna bepaalde procedure.

Wanneer de raad van bestuur niet akkoord gaat, dient die een nieuw ontwerp van beslissing in bij het strategisch comité dat dan binnen een termijn van tien dagen een nieuw advies kan uitbrengen. Indien de raad van bestuur met dit advies evenmin kan instemmen, kan hij ervan afwijken mits hij zijn weigering motiveert.

De Koning regelt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de wijze waarop de ontwerpen van beslissing die een voorafgaand advies vergen, worden ter kennis gebracht en meegedeeld aan het strategisch comité. »

Auditcomité

Samenstelling en werking

Artikel 23

Artikel 161ter, § 2, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven bepaalt :

« Het auditcomité (...) (bestaat) uit vier bestuurders, andere dan de gedelegeerd bestuurder. De raad van bestuur bepaalt de samenstelling en de werkingwijze (ervan), overeenkomstig de (wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven).

(Dit comité mag) de gedelegeerd bestuurder uitnodigen op (zijn) vergaderingen; hij zetelt met raadgevende stem. »

Bevoegdheden

Artikel 24

Artikel 161ter, § 3, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven bepaalt :

« Het auditcomité voert de taken uit die de raad van bestuur eraan toevertrouwt. Bovendien heeft het de opdracht om de raad van bestuur bij te staan via het onderzoek van financiële informatie, met name de jaarrekeningen, het jaarverslag en de tussentijdse verslagen. Het auditcomité staat ook in voor de betrouwbaarheid en de integriteit van de financiële verslagen inzake risicobeheer.

Ten minste veertien dagen vóór de vergadering tijdens dewelke de raad van bestuur de jaarrekeningen opstelt, vraagt hij het advies van het auditcomité over deze rekeningen.

De Regeringscommissaris en een externe auditeur die wordt aangesteld door de algemene vergadering van de aandeelhouders op voorstel van de raad van bestuur, nemen met raadgevende stem deel aan de vergaderingen van het auditcomité.

Benoemings- en bezoldigingscomité

Samenstelling en werking

Artikel 25

Artikel 161ter, § 2, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven bepaalt :

« Het (...) benoemings- en bezoldigingscomité (bestaat) (...) uit vier bestuurders, andere dan de gedelegeerd bestuurder. De raad van bestuur bepaalt de samenstelling en de werkingwijze (ervan), overeenkomstig de (wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven).

(Dit comité mag) de gedelegeerd bestuurder uitnodigen op (zijn) vergaderingen; hij zetelt met raadgevende stem. »

Bevoegdheden

Artikel 26

Artikel 161ter, § 4, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven bepaalt :

« Het benoemings- en bezoldigingscomité brengt overeenkomstig artikel 162quater, zesde lid, (van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven) een advies uit over de kandidaturen die door de gedelegeerd bestuurder worden voorgesteld met het oog op de benoeming van de leden van het directiecomité.

De raad van bestuur bepaalt, op voorstel van het benoemings- en bezoldigingscomité, de bezoldiging en de voordelen die worden toegekend aan de leden van het directiecomité en aan de hogere kaderleden. De raad volgt deze kwesties op de voet. »

Comité d'orientation

Composition

Article 27

L'article 161quinquies § 1^{er}, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques dispose que :

« Le comité d'orientation est composé :

- 1° des membres du conseil d'administration;
- 2° de six représentants, membres des sociétés régionales de transport, nommés selon les modalités fixées dans un accord de coopération. »

Pouvoirs

Article 28

L'article 161quinquies § 2, et § 3, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques dispose que :

« § 2 Le comité d'orientation est compétent pour rendre des avis, formuler des suggestions et objections au sujet de toutes les mesures susceptibles d'influencer la coopération avec les sociétés régionales de transport.

En outre, il examine les conséquences du plan pluriannuel d'investissements sur la mobilité et sur les connexions avec les autres modes de transport locaux.

Les avis préalables formulés par le comité d'orientation dans le cadre de ses compétences revêtent un caractère contraignant, sous réserve de la procédure détaillée ci-après.

En cas de désaccord du conseil d'administration, celui-ci introduit un nouveau projet de décision auprès du comité d'orientation qui dispose alors de la faculté de formuler un nouvel avis dans un délai de dix jours. Lorsque le désaccord persiste, le conseil d'administration peut déroger à l'avis à la condition qu'il motive son refus.

§ 3 Le Roi règle, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la procédure de communication entre le conseil d'administration et le comité d'orientation. »

Assemblée générale

Article 29

Les actionnaires ont droit à une voix par action ordinaire et à une voix par dix actions privilégiées ou de jouissance visées à l'article 8. Les détenteurs des actions privilégiées sans droit de vote visées à l'article 4, 3°, n'ont pas de droit de vote sauf dans les cas visés à l'article 481 du Code des sociétés.

Article 30

L'assemblée générale peut valablement délibérer lorsque plus de la moitié du capital social représenté par des actions avec droit de vote et, dans les cas visés à l'article 481 du Code des sociétés, par toutes les actions, privilégiées et ordinaires, y est représentée.

Elle ne peut délibérer que sur des objets portés à l'ordre du jour.

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Article 31

Les assemblées générales se tiennent dans une commune de la Région de Bruxelles-Capitale, au lieu fixé par les avis de convocation.

Article 32

En application de l'article 161 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, il est tenu chaque année, le dernier jour ouvrable du mois de mai de l'année qui suit l'exercice concerné, une assemblée générale des actionnaires de la Société.

Le conseil d'administration peut convoquer des assemblées générales extraordinaires. Il doit les convoquer sur la demande du collège des commissaires ou d'actionnaires représentant un cinquième au moins du nombre des actions privilégiées ou de jouissance.

Les convocations sont faites par annonces insérées :

— huit jours au moins avant l'assemblée, dans le *Moniteur belge*;

Oriënteringscomité

Samenstelling

Artikel 27

Artikel 161quinquies § 1 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven bepaalt :

« Het oriënteringscomité is samengesteld uit :

- 1° de leden van de raad van bestuur;
- 2° zes vertegenwoordigers, leden van de gewestelijke vervoermaatschappijen, die worden benoemd volgens de modaliteiten bepaald in een samenwerkingsakkoord. »

Bevoegdheden

Artikel 28

Artikel 161quinquies §§ 2 en 3 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven bepaalt :

« § 2 Het oriënteringscomité brengt adviezen uit, formuleert voorstellen en bezwaren betreffende alle maatregelen die een invloed kunnen hebben op de samenwerking met de gewestelijke vervoermaatschappijen.

Het oriënteringscomité onderzoekt bovendien de gevolgen van het meerjarige investeringsplan voor de mobiliteit en voor de verbindingen met de lokale vervoersmodi.

De voorafgaande adviezen van het oriënteringscomité in het kader van zijn bevoegdheden zijn bindend, onder voorbehoud van de hierna bepaalde procedure.

Wanneer de raad van bestuur niet akkoord gaat, dient die een nieuw ontwerp van beslissing in bij het oriënteringscomité dat dan binnen een termijn van tien dagen een nieuw advies kan uitbrengen. Indien de raad van bestuur met dit advies evenmin kan instemmen, kan hij ervan afwijken mits hij zijn weigering motiveert.

§ 3. Bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad bepaalt de Koning de mededelingsprocedure tussen de raad van bestuur en het oriënteringscomité. »

Algemene vergadering

Artikel 29

De aandeelhouders hebben recht op één stem per gewoon aandeel en op één stem per tien preferente aandelen of bewijzen van deelgerechtigheid bedoeld in artikel 8. De houders van preferente aandelen zonder stemrecht bedoeld in artikel vier, 3° hebben geen stemrecht behalve in de bij artikel 481 van het Wetboek van vennootschappen voorziene gevallen.

Artikel 30

De algemene Vergadering kan geldige besluiten nemen wanneer meer dan de helft van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigd door aandelen met stemrecht en, in de gevallen bedoeld in artikel 481 van het Wetboek van vennootschappen, door alle aandelen, preferent en gewoon, aanwezig of vertegenwoordigd is.

Zij mag slechts besluiten nemen over de op de agenda gebrachte onderwerpen.

De besluiten worden bij meerderheid van stemmingen genomen.

Artikel 31

De algemene vergaderingen worden in een van de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest op de door de oproepingsberichten vastgestelde plaats gehouden.

Artikel 32

In toepassing van artikel 161 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven wordt elk jaar, op de laatste werkdag van de maand mei van het jaar dat volgt op het betrokken boekjaar, een algemene vergadering gehouden van de aandeelhouders van de Maatschappij.

De raad van bestuur mag buitengewone algemene vergaderingen samenroepen. Hij moet ze samenroepen op verzoek van het college van commissarissen of van aandeelhouders die ten minste één vijfde van het aantal preferente aandelen of bewijzen van deelgerechtigheid vertegenwoordigen.

De oproepingen worden gedaan door middel van een aankondiging — ten minste acht dagen vóór de algemene vergadering in het *Belgisch Staatsblad*;

— deux fois à huit jours d'intervalle au moins, et la seconde, huit jours au moins avant l'assemblée, dans un organe de presse francophone de diffusion nationale, spécialisé en finances, et dans un organe de presse néerlandophone de diffusion nationale, spécialisé en finances.

Article 33

Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les porteurs d'actions privilégiées et de jouissance sont tenus de déposer leurs actions au moins six jours ouvrables avant l'assemblée dans un des établissements désignés par les avis de convocation.

Article 34

L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration, par un des vice-présidents, ou, à leur défaut, par l'administrateur le plus âgé.

Le bureau de l'assemblée est composé des membres présents du conseil d'administration.

Article 35

Les procès-verbaux de l'assemblée sont signés par les membres du bureau. Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par un administrateur.

Article 36

Si une assemblée ne peut valablement délibérer, une nouvelle assemblée, ayant les mêmes objets portés à son ordre du jour, est convoquée dans un délai de huit jours. Elle délibérera valablement quelle que soit la proportion du capital représenté.

Contrôle

Article 37

Le contrôle de la Société est organisé conformément à l'article 25 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

Répartition des bénéfices

Article 38

Sans préjudice des articles 8 et 9 et après le prélèvement visé à l'article 616 du Code des sociétés, l'assemblée générale fixe la répartition du bénéfice net de chaque exercice.

Le conseil d'administration peut distribuer des acomptes sur dividende.

Modification des statuts

Article 39

L'article 41, § 4, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques dispose que :

« Une modification aux statuts ne produit ses effets qu'après approbation par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

Annexes aux statuts

Annexe à l'article 9

Conditions d'émission des actions privilégiées sans droit de vote visées à l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 17 mars 1997 relative au financement du projet TGV.

Préambule.

En application de l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 17 mars 1997 relative au financement du projet TGV, la Société nationale des Chemins de Fer belges (la « Société ») émettra en faveur de la Financière TGV, société anonyme de droit public, qui a accepté de les souscrire, un milliard (1 000 000 000) d'actions privilégiées sans droit de vote, immédiatement souscrites pour une valeur nominale de 125 francs belges (3,09866906 euros), et libérées comme suit :

— avant le 1^{er} juin 1997, apport par la Financière TGV de la somme de un milliard nonante-quatre millions trois cent quarante-huit mille huit cent nonante-cinq euros vingt-six centimes (1.094.348.895,26) et apport de sa créance envers la Société résultant de la reprise de l'emprunt d'un milliard six cent septante-cinq millions (1 675 000 000) de francs français, contracté par la Société auprès de la Banque européenne d'Investissement en vertu d'un contrat de financement du 16 septembre 1993 en vue du financement de la Phase 1 du projet TGV, de l'emprunt de trente milliards (30 000 000 000) de yen japonais,

— tweemaal, met een tussentijd van ten minste acht dagen en de tweede maal ten minste acht dagen vóór de vergadering, in een nationaal verspreid Franstalig blad, gespecialiseerd in financiën, en in een nationaal verspreid Nederlandstalig blad, gespecialiseerd in financiën.

Artikel 33

Om de algemene vergadering te mogen bijwonen, zijn de houders van preferente aandelen en bewijzen van deelgerechtigdheid gehouden, hun aandelen ten minste zes werkdagen vóór de vergadering neer te leggen bij één van de instellingen aangeduid door de oproepingsberichten.

Artikel 34

De vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur, door een van de ondervoorzitters, of in hun afwezigheid door de oudste bestuurder.

Het bureau van de vergadering bestaat uit de aanwezige leden van de raad van bestuur.

Artikel 35

De notulen van de vergadering worden ondertekend door de leden van het bureau. De in rechtszaken of elders over te leggen afschriften of uittreksels worden door een bestuurder ondertekend.

Artikel 36

Indien de vergadering geen geldige besluiten kan nemen, wordt er binnen een termijn van acht dagen een nieuwe vergadering met dezelfde agendapunten bijeengeroepen. Zij zal dan geldige besluiten nemen, welke ook het aandeel van het vertegenwoordigde kapitaal zij.

Controle

Artikel 37

De controle op de Maatschappij is georganiseerd overeenkomstig artikel 25 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

Verdeling van de winst

Artikel 38

Onverminderd artikelen 8 en 9 van de onderhavige statuten en na de afnemng bedoeld in artikel 616 van het Wetboek van vennootschappen, stelt de algemene vergadering de verdeling van de netto winst van elk boekjaar vast.

De raad van bestuur kan interimdividenden uitkeren.

Wijziging van de Statuten

Artikel 39

Artikel 41, § 4, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven bepaalt :

« Een statutenwijziging heeft slechts uitwerking na haar goedkeuring door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit. »

Bijlage bij de statuten

Bijlage bij artikel 9

Uitgiftevoorwaarden van de preferente aandelen zonder stemrecht bedoeld in artikel 3, § 1, van de wet van 17 maart 1997 betreffende de financiering van het HST-project.

Inleiding.

In toepassing van artikel 3, § 1, van de wet van 17 maart 1997 betreffende de financiering van het HST-project, zal de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen (de « Vennootschap ») één miljard (1 000 000 000) preferente aandelen zonder stemrecht uitgeven ten gunste van HST-Fin, naamloze vennootschap van publiek recht, die aanvaard heeft in te schrijven op deze preferente aandelen, waarop onmiddellijk wordt ingeschreven voor een nominale waarde van 125 Belgische frank (3,09866906 euro), en die als volgt volstort worden :

— vóór 1 juni 1997, inbreng door HST-Fin van het bedrag van een miljard vierennegentig miljoen driehonderdachtenveertigduizend achthonderd vijfennegentig euro zesentwintig eurocent (1.094.348.895,26) en inbreng van haar schuldvordering op de Vennootschap, voortvloeiende uit de overname van de lening van één miljard zeshonderd vijfenzeventig miljoen (1 675 000 000) Franse frank, door de Vennootschap aangegaan bij de Europese Investeringsbank krachtens een financieringsovereenkomst van 16 september 1993 met het oog op de financiering van Fase 1 van het HST-project, van de lening van dertig miljard (30 000 000 000) Japanse yen, door de Vennootschap aangegaan

contracté par la Société auprès de la Banque européenne d'Investissement en vertu d'un contrat de financement du 21 novembre 1995 en vue du financement de la Phase 1-B du projet TGV, et des swaps que la Société a conclus pour la couverture du risque de change et la gestion des risques de taux afférents aux emprunts susvisés, à savoir les swaps des 15 décembre 1993 et 27 juin 1995 avec General Re Financial Products Corporation, les swaps des 8 décembre 1993 et 7 février 1994 avec AIG Financial Products Corporation et les swaps des 28 février 1994 et 10 novembre 1995 avec Morgan Guaranty Trust Company of New York, cette créance s'élevant, compte tenu des conditions de ces emprunts et de ces swaps, à quatre cent soixante-sept millions trois cent quatre-vingt mille trois cent dix euros quatre-vingt et un centimes (467.380.310,81);

— le 30 juin 1997, apport par la Financière TGV de quatre cent vingt et un millions quatre cent dix-huit mille neuf cent nonante deux euros douze centimes (421.418.992,12);

— le 30 juin 1998, apport par la Financière TGV de trois cent septante et un millions huit cent quarante mille deux cent quatre-vingt-sept euros seize centimes (371.840.287,16);

— le 30 juin 1999, apport par la Financière TGV de trois cent septante et un millions huit cent quarante mille deux cent quatre-vingt-sept euros seize centimes (371.840.287,16);

— le 30 juin 2000, apport par la Financière TGV de trois cent septante et un millions huit cent quarante mille deux cent quatre-vingt-sept euros seize centimes (371.840.287,16).

Les sommes précitées doivent être versées, pour les dates précitées, au compte dont le numéro sera indiqué par la Société au moins cinq jours ouvrables avant la date de libération.

La créance précitée est apportée par simple notification par la Financière TGV à la Société avant le 1^{er} juin 1997 qu'elle a repris, à l'entière décharge de la Société, les dettes, en principal et en intérêts prorata temporis à partir de la date de constitution de la Financière TGV, résultant des contrats de financement précités du 16 septembre 1993 et du 21 novembre 1995, et qu'elle a rendu cette reprise opposable à tous.

Ces actions privilégiées sans droit de vote sont émises aux conditions suivantes :

1. Forme.

1.1. Les actions privilégiées sans droit de vote sont nominatives et ne peuvent être converties en actions au porteur.

1.2. Les actions privilégiées sans droit de vote sont émises uniquement en faveur de la Financière TGV, société anonyme de droit public.

2. Contrepartie.

2.1. Les actions privilégiées sans droit de vote peuvent être émises en contrepartie d'apports en numéraire ou en nature, sous forme d'un apport de créance.

2.2. Toute somme impayée à l'échéance fait courir de plein droit, sans mise en demeure ou recours préalable aux tribunaux, des intérêts moratoires à un taux égal au BIBOR à trois mois plus 150 points et calculés prorata temporis.

3. Durée.

Les actions privilégiées sans droit de vote sont émises pour toute la durée de la Société.

4. Jouissance.

Les actions privilégiées sans droit de vote confèrent des droits à partir de leur date d'émission, prorata temporis.

5. Dividendes.

5.1. Définition.

Chaque action privilégiée sans droit de vote donne droit aux dividendes suivants :

5.1.1. Un premier dividende privilégié obligatoire fixe, adaptable selon les modalités fixées à l'article 5.3., indépendant des bénéfices réalisés par la Société, correspondant pour chaque action privilégiée sans droit de vote, à un pourcentage de cinq virgule nonante pourcent (5,90 %) jusqu'à l'exercice se terminant le 31 décembre 2005 et à trois virgule nonante-huit pourcent (3,98 %) pour l'exercice commençant le 1^{er} janvier 2006 jusqu'à l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, calculé sur la valeur nominale de l'action ou le montant libéré sur chaque action tant que la libération n'est pas complète (le « Dividende fixe »).

bij de Europese Investeringsbank krachtens een financieringsovereenkomst van 21 november 1995 met het oog op de financiering van Fase 1-B van het HST-project, en van de swaps die de Vennootschap heeft gesloten voor de dekking van het wisselrisico en het beheer van de renterisico's met betrekking tot hoger genoemde leningen, met name de swaps van 15 december 1993 en 27 juni 1995 met General Re Financial Products Corporation, de swaps van 8 december 1993 en 7 februari 1994 met AIG Financial Products Corporation en de swaps van 28 februari 1994 en 10 november 1995 met Morgan Guaranty Trust Company of New York, welke schuldvordering, rekening houdend met de voorwaarden van deze leningen en swaps, vierhonderd zevenentwintig miljoen driehonderdachtigduizend driehonderd en tien euro eenentachtig eurocent (467.380.310,81) bedraagt.

— op 30 juni 1997, inbreng door HST-Fin van vierhonderd eenentwintig miljoen vierhonderdachtigduizend negenhonderd tweeëntwintig euro twaalf eurocent (421.418.992,12);

— op 30 juni 1998, inbreng door HST-Fin van driehonderd eenentwintig miljoen achthonderdveertigduizend tweehonderd zevenentachtig euro zestien eurocent (371.840.287,16);

— op 30 juni 1999, inbreng door HST-Fin van driehonderd eenentwintig miljoen achthonderdveertigduizend tweehonderd zevenentachtig euro zestien eurocent (371.840.287,16);

— op 30 juni 2000, inbreng door HST-Fin van driehonderd eenentwintig miljoen achthonderdveertigduizend tweehonderd zevenentachtig euro zestien eurocent (371.840.287,16).

Voorname sommen dienen, voor de voornoemde data, gestort te worden op de rekening waarvan het nummer door de Vennootschap zal aangeduid worden ten minste vijf werkdagen vóór de datum van storting of de aandelen.

De voornoemde schuldvordering wordt ingebracht bij wege van eenvoudige kennisgeving door HST-Fin aan de Vennootschap, vóór 1 juni 1997, dat zij, met volledige kwijting voor de Vennootschap, de schulden heeft overgenomen, in hoofdsom en in intresten prorata temporis vanaf de datum van oprichting van HST-Fin, voortvloeiende uit de voornoemde financieringsovereenkomsten van 16 september 1993 en 21 november 1995, en dat zij deze overname aan allen tegenstelbaar heeft gemaakt.

Deze preferente aandelen zonder stemrecht worden uitgegeven tegen de volgende voorwaarden :

1. Vorm.

1.1. De preferente aandelen zonder stemrecht zijn op naam en kunnen niet omgezet worden in aandelen aan toonder.

1.2. De preferente aandelen zonder stemrecht worden enkel uitgegeven ten gunste van HST-Fin, naamloze vennootschap van publiek recht.

2. Tegenprestatie.

2.1. De preferente aandelen zonder stemrecht kunnen uitgegeven worden in ruil voor inbrengen in specien of in natura, onder de vorm van een inbreng van schuldvordering.

2.2. Elk bedrag dat niet betaald is op de vervaldag brengt van rechtswege, zonder ingebrekestelling of voorafgaand beroep op de rechtbanken, nalatigheidsintrest op aan een intrestvoet gelijk aan BIBOR op drie maanden plus 150 punten, berekend prorata temporis.

3. Duur.

De preferente aandelen zonder stemrecht worden uitgegeven voor de gehele duur van de Vennootschap.

4. Genot.

De preferente aandelen zonder stemrecht verlenen rechten vanaf de datum van hun uitgifte, prorata temporis.

5. Dividenden.

5.1. Definitie.

Ieder preferent aandeel zonder stemrecht geeft recht op de volgende dividenden :

5.1.1. Een eerste verplicht en vast preferent dividend, aanpasbaar volgens de in artikel 5.3 bepaalde modaliteiten, onafhankelijk van de door de Vennootschap verwezenlijkte winst, dat voor ieder preferent aandeel zonder stemrecht overeenstemt met een percentage van vijf komma negentig procent (5,90 %) tot het boekjaar dat eindigt op 31 december 2005 en drie komma achtennegentig procent (3,98 %) voor het boekjaar dat begint op 1 januari 2006 tot het boekjaar dat eindigt op 31 december 2020, berekend op de nominale waarde van het aandeel of het op ieder aandeel gestorte bedrag, zolang het aandeel niet volstort is (het « Vast Dividend »);

5.1.2. En outre, à partir de l'exercice commençant le 1^{er} janvier 2006 jusqu'à l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, un deuxième dividende privilégié obligatoire variable, indépendant des bénéfices réalisés par la Société, correspondant, pour chaque action privilégiée sans droit de vote, à dix pourcent (10 %) du chiffre d'affaires TGV réalisé par la Société calculé conformément à l'article 5.5., divisé par le nombre desdites actions existantes (le « Dividende variable »).

5.1.3. En outre, à la discrétion de l'assemblée générale de la Société, un dividende supplémentaire par prélèvement sur les bénéfices disponibles de la Société (le « Dividende supplémentaire »), selon les modalités visées à l'article 5.4.

5.1.4. Les trois dividendes ci-dessus sont collectivement désignés ci-après le « Dividende ».

5.1.5. A partir de l'exercice commençant le 1^{er} janvier 2021, un dividende identique à celui attribué aux actions ordinaires de la Société, proportionnellement à la valeur nominale des actions ou, à défaut de valeur nominale, au pair comptable des actions au moment de leur émission.

5.2. Mise en paiement et autres conditions.

Le Dividende dû au titre d'un exercice est mis en paiement et calculé comme suit :

5.2.1. A concurrence d'un montant égal aux trois quarts du dividende défini à l'article 5.1.1. avant adaptation selon les modalités fixées à l'article 5.3., avant le 30 septembre de l'exercice en cours (le « Dividende intérimaire »), et à concurrence du solde avant le 30 mai de l'année suivant l'exercice pour lequel il est dû.

5.2.2. Les actions émises en cours d'exercice donnent droit à un Dividende et, le cas échéant, à un Dividende intérimaire calculé prorata temporis.

5.2.3. Tout Dividende impayé à l'échéance est majoré de plein droit, sans mise en demeure et sans recours aux tribunaux préalables, des intérêts moratoires à un taux égal à celui visé à l'article 2.2.

5.2.4. Pour le calcul de tout Dividende ou adaptation, les chiffres seront arrondis vers le haut au sixième chiffre après la virgule.

5.3. Adaptation du Dividende fixe.

Le Dividende fixe est adapté chaque année comme suit en vue du paiement du solde :

5.3.1. Avant le 31 janvier de chaque année (l'« Année en cours »), et pour la première fois avant le 31 janvier 1998, le Conseil d'administration de la Financière TGV établira un budget pour l'Année en cours (le « Budget ») et les comptes pour l'année écoulée (le « Compte financier ») et calculera le montant du Dividende de l'exercice précédent, conformément aux éléments définis aux articles 5.1.2. et 5.3.2.

Le budget prendra en compte un solde théorique du Dividende fixe de l'exercice précédent égal au tiers du Dividende intérimaire de l'exercice précédent.

Pour le 28 février au plus tard, le Conseil d'administration communiquera au Conseil d'administration de la Société, le Budget, le Compte financier et le calcul du Dividende dû au titre de l'exercice précédent. Pour le 31 mars, ce dernier approuvera le montant du Dividende.

Au cas où la Société n'aurait pas pris position pour cette date, elle sera irrévocablement présumée approuver le montant calculé par le Conseil d'administration de la Financière TGV.

5.3.2. Le Dividende fixe de l'exercice précédant l'Année en cours est adapté comme suit :

$$\text{Div. Fixe} = {}_{t-1} \text{DI} + \frac{\text{B1 } t - \text{B2 } t-1}{\text{A} \times \text{L}}$$

où :

Div fixe = Dividende fixe par action de l'exercice précédent, dont le solde est distribué avant le 30 mai de l'Année en cours.

DI = Dividende intérimaire par action de l'exercice précédent.

B1 = montant calculé en fonction du Budget conformément à l'article 5.3.3.

B2 = écart pour l'exercice précédent l'Année en cours, calculé conformément à l'article 5.3.4.

A = un milliard.

5.1.2. Bovendien, vanaf het boekjaar dat begint op 1 januari 2006 tot het boekjaar dat eindigt op 31 december 2020, een tweede verplicht en variabel preferent dividend, onafhankelijk van de door de Vennootschap verwezenlijkte winst, dat voor ieder preferent aandeel zonder stemrecht overeenstemt met tien procent (10 %) van de door de Vennootschap verwezenlijkte HST-omzet, berekend overeenkomstig artikel 5.5., gedeeld door het aantal bestaande preferente aandelen zonder stemrecht (het « Variabel Dividend »);

5.1.3. Bovendien, naar goeddunken van de algemene vergadering van de Vennootschap, een bijkomend dividend, door afnemings op de beschikbare winst van de Vennootschap (het « Bijkomend Dividend »), volgens de in artikel 5.4. bedoelde modaliteiten;

5.1.4. De drie hierboven bedoelde dividenden worden hierna gezamenlijk aangeduid als het « Dividend »;

5.1.5. Vanaf het boekjaar dat begint op 1 januari 2021, een dividend gelijk aan het dividend toegekend aan de gewone aandelen van de Vennootschap, evenredig met de nominale waarde van de aandelen of, bij gebreke van nominale waarde, het boekhoudkundig pari van de aandelen op het ogenblik van hun uitgifte.

5.2. Betaalbaarstelling en andere voorwaarden.

Het voor een boekjaar verschuldigd Dividend wordt als volgt berekend en betaalbaar gesteld :

5.2.1. Ten belope van een bedrag gelijk aan drie vierden van het in artikel 5.1.1. gedefinieerde dividend vóór aanpassing volgens de in artikel 5.3. bepaalde modaliteiten, vóór 30 september van het lopende boekjaar (het « Interimdividend »), en ten belope van het saldo, vóór 30 mei van het jaar volgend op het boekjaar waarvoor het verschuldigd is.

5.2.2. De aandelen die in de loop van het boekjaar worden uitgegeven, geven recht op een Dividend en, in voorkomend geval, op een Interimdividend, berekend prorata temporis.

5.2.3. Ieder op de vervaldag onbetaald Dividend wordt van rechtswege, zonder voorafgaande ingebrekestelling of beroep op de rechtbanken, verhoogd met nalatigheidsintrest tegen een intrestvoet gelijk aan deze bepaald in artikel 2.2.

5.2.4. Voor de berekening van ieder Dividend of aanpassing, worden de cijfers naar boven afgerond tot het zesde cijfer na de komma.

5.3. Aanpassing van het Vast Dividend.

Het Vast Dividend wordt ieder jaar als volgt aangepast met het oog op de betaling van het saldo :

5.3.1. Vóór 31 januari van ieder jaar (het « Lopende Jaar »), en voor de eerste maal vóór 31 januari 1998, zal de raad van bestuur van HST-Fin een begroting voor het Lopende Jaar (de « Begroting ») en de rekeningen voor het afgelopen jaar (de « Financiële Rekening ») opmaken en het bedrag berekenen van het Dividend van het voorgaande boekjaar, overeenkomstig de in de artikelen 5.1.2. en 5.3.2. gedefinieerde elementen.

De Begroting zal rekening houden met een theoretisch saldo van het Vast Dividend van het voorgaande boekjaar, gelijk aan één derde van het Interimdividend van het voorgaande boekjaar.

Uiterlijk op 28 februari zal de raad van bestuur de Begroting, de Financiële Rekening en de berekening van het voor het voorgaande boekjaar verschuldigde Dividend meedelen aan de raad van bestuur van de Vennootschap. Deze laatste zal uiterlijk op 31 maart het bedrag van het Dividend goedkeuren.

Indien de Vennootschap uiterlijk op deze datum geen standpunt zou hebben ingenomen, zal zij onherroepelijk worden geacht het door de raad van bestuur van HST-Fin berekende bedrag goed te keuren.

5.3.2. Het Vast Dividend van het boekjaar voorafgaand aan het Lopende Jaar, wordt als volgt aangepast :

$$\text{Vast Div} = {}_{t-1} \text{I} + \frac{\text{B1 } t - \text{B2 } t-1}{\text{A} \times \text{V}}$$

waarbij :

Vast Div = Vast Dividend per aandeel van het voorafgaand boekjaar, waarvan het saldo wordt uitgekeerd vóór 30 mei van het Lopende Jaar;

I = Interimdividend per aandeel van het voorafgaand boekjaar;

B1 = bedrag berekend in functie van de Begroting overeenkomstig artikel 5.3.3.;

B2 = het verschil voor het boekjaar voorafgaand aan het Lopende Jaar, berekend overeenkomstig artikel 5.3.4.;

A = één miljard;

L = pourcentage de libération des actions privilégiées au 31 décembre de l'année écoulée ou, pour le calcul du Dividende intérimaire, au 1^{er} juillet de l'année au cours duquel ce dividende est mis en paiement.

t-1 = exercice précédant l'Année en cours.

t = Année en cours.

5.3.3. Le montant à prendre en compte pour le calcul du dividende en fonction du Budget de l'Année en cours (B1) est calculé de manière telle que la Financière TGV réalise un bénéfice (le « Bénéfice ») au minimum égal à quatre-vingt millions cinq cent soixante-cinq mille trois cent nonante-cinq euros cinquante-cinq centimes (80.565.395,55) par an jusqu'à l'exercice 2010 et au montant qui sera établi après cette date par le Conseil d'administration de la Financière TGV pour assurer de manière étalée et optimale le remboursement de tous les emprunts et engagements visés à l'article 5.3.6. pour le 31 décembre 2020.

Le montant de quatre-vingt millions cinq cent soixante-cinq mille trois cent nonante-cinq euros cinquante-cinq centimes (80.565.395,55) et le montant relatif à la période postérieure à 2010, seront, si nécessaire pour préserver leur fonction de remboursement progressif des emprunts, majorés du montant du dividende ou d'un dividende reporté à payer en cours d'année aux investisseurs privés qui souscriraient des actions ou parts émises par la Financière TGV. Par dividendes, il faut comprendre le montant avant impôt correspondant aux dividendes précités.

Le Bénéfice visé au premier alinéa est le bénéfice comptable de l'exercice après impôts adapté comme suit :

5.3.3.1. Sans préjudice de l'article 5.3.3.2., il sera majoré des dotations aux amortissements et aux réductions de valeur sur frais d'établissement, immobilisations incorporelles et corporelles (630), des réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (631/4), des provisions pour risques et charges (635/7), des amortissements de frais d'émission d'emprunts et de primes de remboursement (650/1), des provisions à caractère financier (656), des amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles (660), des réductions de valeur sur immobilisations financières (661) ainsi que des provisions pour risques et charges exceptionnels (662); diminué des reprises d'amortissements et de réductions de valeur (760), des reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières (761), des reprises de provisions pour risques et charges exceptionnels (762) ainsi que des imputations annuelles au débit des frais d'établissement, en ce compris tous frais d'émission d'emprunts et primes de remboursement.

De telles majorations ou diminutions s'appliquent également, quel que soit le compte d'imputation, pour les écritures :

(1) qui résulteraient d'une obligation ou pratique de comptabilisation en matière d'évaluation des moyens d'action sur une base mark-to-market,

(2) liées aux swaptions intégrés dans certains des swaps mentionnés au premier tiret du préambule ou,

(3) liées à des instruments financiers ou conventions de couverture de transactions particulières relatifs aux taux de change ou aux taux d'intérêt,

mais ne s'appliquent pas aux écritures portées au débit ou au crédit du compte de résultats et liées à des instruments financiers ou conventions de couverture relatifs aux taux de change ou aux taux d'intérêt autres que ceux qui ont une finalité de couverture de transactions particulières.

Le résultat ainsi dégagé est appelé, après application de l'article 5.3.3.2.1., « Résultat annuel corrigé ».

Les libellés et numéros sont repris du plan comptable minimum normalisé et du dépôt BNB. Chaque fois qu'il est mentionné une réduction de valeur ou provision, il s'agit aussi bien des montants positifs que négatifs.

V = pourcentage van volstorting van de preferente aandelen op 31 december van het afgelopen jaar of, vóór de berekening van het Interimdividend, op 1 juli van het jaar waarin dit dividend betaalbaar wordt gesteld;

t-1 = boekjaar voorafgaand aan het Lopende Jaar;

t = Lopende Jaar.

5.3.3. Het in aanmerking te nemen bedrag voor de berekening van het dividend in functie van de Begroting van het Lopende Jaar (B1) wordt op zodanige wijze berekend dat HST-Fin een winst verwezenlijkt (de « Winst »), ten minste gelijk aan tachtig miljoen vijfhonderdvijfenzestigduizend driehonderd vijftiennegentig euro vijftienvijftig eurocent (80.565.395,55) per jaar tot het boekjaar 2010 en aan het bedrag dat na deze datum zal vastgesteld worden door de raad van bestuur van HST-Fin teneinde op een gespreide en optimale wijze de terugbetaling te verzekeren, uiterlijk op 31 december 2020, van alle leningen en verbintenissen bedoeld in artikel 5.3.6.

Het bedrag van tachtig miljoen vijfhonderdvijfenzestigduizend driehonderd vijftiennegentig euro en vijftienvijftig eurocent (80.565.395,55) en het bedrag met betrekking tot de periode na 2010 zullen, indien nodig om hun functie van progressieve terugbetaling van de leningen te behouden, verhoogd worden met het bedrag van het dividend of van een uitgesteld dividend in de loop van het jaar te betalen aan private investeerders die zouden inschrijven op door HST-Fin uitgegeven aandelen of deelbewijzen. Onder dividenden dient verstaan te worden het bedrag vóór belastingen dat overeenstemt met de voornoemde dividenden.

De in het eerste lid bedoelde Winst is de boekhoudkundige winst van het boekjaar na belastingen, aangepast als volgt :

5.3.3.1. onverminderd artikel 5.3.3.2., zal zij vermeerderd worden met de toevoegingen aan afschrijvingen en waardeverminderingen op oprichtingskosten, immateriële en materiële vaste activa (630), met de waardeverminderingen op voorraden, bestellingen in uitvoering en handelsvorderingen (631/4), met de voorzieningen voor risico's en kosten (635/7), met de afschrijvingen van kosten bij uitgifte van leningen en van disagio (650/1), met de voorzieningen met financieel karakter (656), met de uitzonderlijke afschrijvingen en waardeverminderingen op oprichtingskosten, immateriële en materiële vaste activa (660), met de waardeverminderingen op financiële vaste activa (661), alsmede met de voorzieningen voor uitzonderlijke risico's en kosten (662); verminderd worden met de terugnemingen van afschrijvingen en waardeverminderingen (760), met de terugnemingen van waardeverminderingen op financiële vaste activa (761), met de terugnemingen van voorzieningen voor uitzonderlijke risico's en kosten (762), alsmede met de jaarlijkse toerekeningen in debet op de oprichtingskosten, met inbegrip van alle kosten bij uitgifte van leningen en van disagio.

Bedoelde vermeerderingen of verminderingen gelden eveneens, ongeacht de post van toerekening, voor de boekingen :

(1) die zouden voortvloeien uit een boekhoudkundige verplichting of praktijk inzake waardering van werkmiddelen op een mark-to-market basis;

(2) die betrekking hebben op de swaptions vervat in bepaalde swaps vermeld onder het eerste gedachtestreepje van de inleiding;

(3) die betrekking hebben op financiële instrumenten of overeenkomsten tot dekking van wisselkoers- of intrestrisiko's op bepaalde verrichtingen;

doch gelden niet voor boekingen in debet of credit op de resultatenrekening die betrekking hebben op financiële instrumenten of overeenkomsten tot dekking van wisselkoers- of intrestrisiko's andere dan met het oog op de dekking van bepaalde verrichtingen.

Het aldus berekende resultaat wordt, na toepassing van artikel 5.3.3.2.1., het « Verbeterd Jaarlijks Resultaat » genoemd.

De omschrijvingen en rekeningnummers zijn ontleend aan de minimumindeling van het algemeen rekeningstelsel en de NBB-neerlegging. Telkens melding wordt gemaakt van een waardevermindering of voorziening, betreft het zowel positieve als negatieve bedragen.

5.3.3.2. afin de tenir compte du fait que le schéma financier de la Financière TGV a été établi en considérant les biens immeubles apportés par la Société (les « Immeubles ») comme une source de trésorerie de deux cent quarante-sept millions huit cent nonante-trois mille cinq cent vingt-quatre euros septante-sept centimes (247.893.524,77) étalée régulièrement sur les quinze premiers exercices, le bénéfice comptable de l'exercice après impôts sera corrigé en outre comme suit pendant les quinze premiers exercices comptables :

(1) les réductions de valeur, reprises de réductions de valeur, moins-values et plus-values de réalisation afférentes aux Immeubles seront éliminées, et;

(2) à la clôture des troisième, sixième, neuvième, douzième et quinzième exercices comptables

(a) on calculera le montant de trésorerie encaissé par la Financière TGV, en contrepartie de l'aliénation des Immeubles, au cours dudit exercice et des deux exercices précédents;

(b) si ce montant présente un déficit par rapport à 49.578.704,95 €, ce déficit sera considéré comme une charge dudit exercice, et;

(c) si ce montant présente un excédent par rapport à 49.578.704,95 €:

(i) cet excédent sera considéré comme un produit dudit exercice à concurrence du montant des charges qui auraient été ajoutées au résultat d'un exercice antérieur par application du (b) et n'auraient pas encore donné lieu à un produit d'un exercice antérieur par application du présent (c), (i), et

(ii) à concurrence du solde éventuel, cet excédent réduira la charge à ajouter au résultat d'un ou plusieurs exercices ultérieurs par application du (b).

Le Budget sera établi en ayant égard à la nécessité de calculer le Bénéfice en se fondant sur les comptes établis conformément à la législation sur les comptes annuels. Il inclura une estimation du Dividende variable calculé conformément à l'article 5.1.2.

5.3.4. L'écart pour l'exercice précédant l'Année en cours (B2) est l'écart observé entre le Résultat annuel corrigé, tel que défini à l'article 5.3.3.1., au terme de l'exercice écoulé et le Résultat annuel corrigé estimé dans le Budget établi au début de cet exercice.

L'écart éventuel pour l'année 1997 sera égal à la différence entre d'une part le Résultat annuel corrigé effectivement réalisé, ou la perte, calculés selon les modalités prévues à l'article 5.3.3.1., et d'autre part un montant forfaitaire égal à quarante-neuf millions cinq cent septante-huit mille sept cent quatre euros nonante-cinq centimes (49.578.704,95).

5.3.5. Le Dividende fixe calculé conformément à l'article 5.3.2. ne pourra en tout cas, pour les exercices 1997 à 2000, être inférieur au montant correspondant à 5,9 % de la valeur nominale des actions ou du montant libéré tant que la libération n'est pas complète, calculé le cas échéant prorata temporis sur une base annuelle.

5.3.6. Pour l'établissement du Budget, il sera tenu compte de la nécessité de solder, au plus tard pour le 31 décembre 2020, tous engagements liés aux couvertures de change ou d'intérêt et autres instruments financiers auxquels il aurait été reconnu.

5.3.7. Le solde du Dividende de l'exercice précédant l'Année en cours, à payer pour le 30 mai de l'Année en cours, sera égal au Dividende fixe adapté conformément à l'article 5.3.2., majoré du Dividende variable et diminué du Dividende intérimaire versé au titre de cet exercice.

5.3.3.2. teneinde rekening te houden met het feit dat bij de opstelling van de financiële planning van HST-Fin de door de Vennootschap ingebrachte onroerende goederen (de « Onroerende Goederen ») werden beschouwd als een bron van liquiditeiten voor tweehonderd zevenenzeventig miljoen achthonderd drieënneventig duizend vijfhonderd vierentwintig euro zevenenzeventig eurocent (247.893.524,77), regelmatig gespreid over de eerste vijftien boekjaren, zal de boekhoudkundige winst van het boekjaar na belastingen bovendien, gedurende de eerste vijftien boekjaren, als volgt gecorrigeerd worden :

(1) de waardeverminderingen, terugnemingen van waardeverminderingen en minder- en meerwaarden bij realisatie met betrekking tot de Onroerende Goederen zullen buiten beschouwing worden gelaten; en

(2) bij het afsluiten van het derde, zesde, negende, twaalfde en vijftiende boekjaar :

(a) zal men het bedrag berekenen van de door HST-Fin ontvangen kasmiddelen ingevolge de vervreemding van de Onroerende Goederen, tijdens het genoemde boekjaar en de twee voorafgaande boekjaren;

(b) indien dit bedrag een deficit vertoont in vergelijking met negenenzeventig miljoen vijfhonderdachtenzeventigduizend zevenhonderd en vier euro vijfenneventig eurocent (49.578.704,95), zal dit deficit beschouwd worden als een kost van het genoemde boekjaar; en

(c) indien dit bedrag een excédent vertoont in vergelijking met negenenzeventig miljoen vijfhonderdachtenzeventigduizend zevenhonderd en vier euro vijfenneventig eurocent (49.578.704,95) :

(i) zal dit excédent beschouwd worden als een opbrengst van het genoemde boekjaar ten belope van het bedrag van de kosten die in het resultaat van een vorig boekjaar zouden zijn opgenomen bij toepassing van (b) en nog geen aanleiding zouden gegeven hebben tot een opbrengst in een vorig boekjaar bij toepassing van onderhavig (c)(i), en

(ii) ten belope van het eventuele saldo zal dit excédent in mindering komen van de kost die bij toepassing van (b) in het resultaat van één of meer volgende boekjaren wordt opgenomen.

De Begroting zal opgesteld worden met oog voor de noodzaak de Winst te berekenen uitgaande van de rekeningen opgesteld overeenkomstig de wetgeving op de jaarrekeningen. Zij zal een schatting inhouden van het overeenkomstig artikel 5.1.2. berekende Variabel Dividend.

5.3.4. Het verschil voor het boekjaar voorafgaand aan het Lopende Jaar (B2) is het verschil dat wordt vastgesteld tussen het Verbeterd Jaarlijks Resultaat, zoals gedefinieerd in artikel 5.3.3.1., bij het einde van het afgelopen boekjaar, en het Verbeterd Jaarlijks Resultaat geschat in de Begroting opgesteld bij het begin van dit boekjaar.

Het eventuele verschil voor het jaar 1997 zal gelijk zijn aan het verschil tussen enerzijds het effectief verwezenlijkte Verbeterd Jaarlijks Resultaat, of verlies, berekend volgens de in artikel 5.3.3.1. bepaalde modaliteiten, en anderzijds een forfaitair bedrag van negenenzeventig miljoen vijfhonderdachtenzeventigduizend zevenhonderd en vier euro vijfenneventig eurocent (49.578.704,95).

5.3.5. Het overeenkomstig artikel 5.3.2. berekende Vast Dividend kan, voor de boekjaren 1997 tot 2000, in geen geval lager zijn dan het bedrag dat overeenstemt met 5,9 % van de nominale waarde van de aandelen of van het daarop gestorte bedrag zolang de aandelen niet zijn volstort, in voorkomend geval berekend prorata temporis op een jaarlijkse basis.

5.3.6. Voor het opstellen van de Begroting zal worden rekening gehouden met de noodzaak om, uiterlijk op 31 december 2020, alle verbintenissen te vereffenen verbonden aan de dekkingen van wisselkoers- of interestrisico's en aan andere financiële instrumenten waarop een beroep zou zijn gedaan.

5.3.7. Het saldo van het Dividend van het boekjaar voorafgaand aan het Lopende Jaar, te betalen uiterlijk op 30 mei van het Lopende Jaar, zal gelijk zijn aan het Vast Dividend, aangepast overeenkomstig artikel 5.3.2., vermeerderd met het Variabel Dividend en verminderd met het voor dat boekjaar betaalde Interimdividend.

5.3.8. Si, en raison des circonstances, les adaptations précitées s'avéraient inadéquates pour maintenir l'équilibre financier de la Financière TGV, la Société et la Financière TGV s'engagent à renégocier, de bonne foi, les termes du Dividende fixe prévu par les présentes conditions d'émission et ce sans préjudice de l'article 10 de la loi du 17 mars 1997.

Sont exclues du bénéfice de la présente clause toutes demandes de révision tendant à déroger à l'article 5.3.5. ou à réduire, avant le 31 décembre 2005, le plancher de 80.565.395,55 € visé à l'article 5.3.3., alinéa 1^{er}.

5.3.9. Les adaptations prévues aux articles 5.3.1. à 5.3.8. seront calculées sans avoir égard à une éventuelle cession, à titre pignoratif, fiduciaire, de propriété ou autre, des actions privilégiées.

5.4. Déficit structurel et Dividende supplémentaire.

Au cas où un déficit structurel important apparaîtrait au sein de la Financière TGV, la Société et la Financière TGV étudieront ensemble les moyens d'y remédier, notamment par la distribution du dividende discrétionnaire visé à l'article 5.1.3.

5.5. Chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires que la Société réalise en tant que transporteur dans l'exploitation du TGV est égal au montant hors taxe de sa part dans les recettes nettes à partager entre les réseaux.

Les recettes nettes correspondent au prix payé par les voyageurs pour le transport ferroviaire, après déduction par le réseau émetteur de la commission convenue au titre de frais de vente, et, pour les relations avec le Royaume-Uni, après déduction de la redevance pour le passage dans le Tunnel sous la Manche.

La part de la Société dans les recettes nettes, fixée en pourcent, conformément aux accords internationaux conclus dans ce domaine, varie d'une relation à l'autre en fonction des distances et des temps de parcours sur les réseaux concernés.

Le chiffre d'affaires sera certifié par le Collège des commissaires de la Société.

6. Maintien des droits.

6.1. Toute modification des droits financiers attachés aux actions privilégiées sans droit de vote, que ce soit directement par des décisions ou des actes émanant de la Société ou de tiers relatifs auxdites actions ou indirectement par des décisions ou des actes émanant de la Société ou de tiers relatifs à la structure de la Société, aura les effets suivants :

6.1.1. Si une telle décision ou acte avait normalement pour effet la cessation du paiement des Dividendes afférents aux actions privilégiées sans droit de vote avant le 1^{er} janvier 2021, la Société et la Financière TGV étudieront ensemble les modalités proposées pour assurer l'équilibre financier de la Financière TGV.

A défaut d'accord dans les soixante jours de la décision ou de l'acte précité, entre la Société et la Financière TGV, et sans préjudice du droit de cette dernière de demander l'exécution ponctuelle des engagements de la Société lorsqu'elle reste possible, chaque action privilégiée sans droit de vote donnera droit, quelle que soit la situation de l'actif net de la Société à ce moment, au remboursement d'une somme correspondant au total des Dividendes fixes et variables restant à échoir jusqu'au 31 décembre 2020 calculée sur la base de la moyenne des Dividendes payés au cours des trois derniers exercices (« la Somme fixe »). La Somme fixe ne pourra pour la Financière TGV, dépasser le montant nécessaire pour couvrir le remboursement, en principal, intérêts, indemnités et frais, des emprunts de la Financière TGV et des engagements visés à l'article 5.3.6. et une valeur correspondant au montant des apports à la Financière TGV qui a été libéré, sous la seule déduction des remboursements éventuels.

Si la Somme fixe est inférieure au montant du plafond visé à l'alinéa précédent, la Financière TGV aura droit au paiement du solde nécessaire pour couvrir le paiement de ce montant (« la Somme supplémentaire »).

5.3.8. Indien, ingevolge de omstandigheden, de voornoemde aanpassingen onvoldoende zouden blijken om het financieel evenwicht van HST-Fin te behouden, verbinden de Vennootschap en HST-Fin er zich toe om te goeder trouw de termen van het in deze uitgiftevoorwaarden bepaald Vast Dividend te heronderhandelen en dit onverminderd artikel 10 van de wet van 17 maart 1997.

Ieder verzoek tot herziening dat ertoe strekt af te wijken van artikel 5.3.5. of vóór 31 december 2005 het in artikel 5.3.3., eerste lid, bedoelde minimumbedrag van tachtig miljoen vijfhonderdvijfenzestigduizend driehonderd vijftiennegentig euro vijfenvijftig eurocent (80.565.395,55) te verminderen, wordt uitgesloten van het voordeel van deze bepaling.

5.3.9. De aanpassingen bepaald in de artikelen 5.3.1. tot 5.3.8. zullen worden berekend zonder rekening te houden met een eventuele overdracht van de preferente aandelen, bij wijze van zekerheid, ten fiduciaire titel, in eigendom of anderszins.

5.4. Structureel deficit en Bijkomend Dividend.

Indien zich bij HST-Fin een belangrijk structureel deficit zou voordoen, zullen de Vennootschap en HST-Fin samen de middelen onderzoeken om hieraan te verhelpen, inzonderheid door de uitkering van het in artikel 5.1.3. bedoelde discretionair dividend.

5.5. Omzet.

De omzet die de Vennootschap als vervoerder verwezenlijkt bij de exploitatie van de HST is gelijk aan het bedrag, exclusief belastingen, van haar aandeel in de tussen de netten te verdelen netto-ontvangsten.

De netto-ontvangsten stemmen overeen met de prijs betaald door de reizigers voor het vervoer per spoor, na afhouding door het net dat de biljetten uitgeeft, van de ten titel van verkoopkosten overeengekomen commissie, en, voor de verbindingen met het Verenigd Koninkrijk, na aftrek van de vergoeding voor de doorgang door de Kanaaltunnel.

Het aandeel van de Vennootschap in de netto-ontvangsten, vastgesteld in procent overeenkomstig de in dit domein afgesloten internationale akkoorden, varieert van de ene verbinding tot de andere volgens de afstanden en rijtijd op de betrokken netwerken.

De omzet zal worden gecertificeerd door het College van commissarissen van de Vennootschap.

6. Behoud van de rechten.

6.1. Iedere wijziging van de financiële rechten verbonden aan de preferente aandelen zonder stemrecht, weze het rechtstreeks door beslissingen of handelingen met betrekking tot deze aandelen, uitgaande van de Vennootschap of derden, of onrechtstreeks door beslissingen of handelingen met betrekking tot de structuur van de Vennootschap, uitgaande van de Vennootschap of derden, zal de hierna bepaalde gevolgen hebben :

6.1.1. Indien een dergelijke beslissing of handeling normaal de stopzetting van de betaling van de Dividenden met betrekking tot de preferente aandelen zonder stemrecht tot gevolg heeft vóór 1 januari 2021, zullen de Vennootschap en HST-Fin samen de modaliteiten onderzoeken die worden voorgesteld om het financieel evenwicht van HST-Fin te verzekeren.

Bij gebreke van akkoord tussen de Vennootschap en HST-Fin binnen de zestig dagen na voornoemde beslissing of handeling, en onverminderd het recht van laatstgenoemde om de stipte uitvoering van de verbintenissen van de Vennootschap te vorderen indien deze mogelijk blijft, zal ieder preferent aandeel zonder stemrecht, ongeacht de toestand van het nettoactief van de Vennootschap op dat tijdstip, recht geven op de terugbetaling van een bedrag gelijk aan het totaal van de tot 31 december 2020 nog te vervallen Vaste en Variabele Dividenden, berekend op basis van het gemiddelde van de gedurende de laatste drie boekjaren betaalde Dividenden (het « Vast Bedrag »). Voor HST-Fin kan het Vast Bedrag niet hoger zijn dan het bedrag dat noodzakelijk is ter dekking van de terugbetaling, in hoofdsom, intresten, vergoedingen en kosten, van de leningen van HST-Fin en van de in artikel 5.3.6. bedoelde verbintenissen en een waarde overeenstemmend met het bedrag gestort op de inbrengen in HST-Fin, onder de enkele aftrek van de eventuele terugbetalingen.

Indien het Vast Bedrag lager is dan het in het vorige lid bedoelde maximumbedrag, zal HST-Fin recht hebben op de betaling van het saldo dat noodzakelijk is voor de dekking van de betaling van dat bedrag (het « Bijkomend Bedrag »).

La Somme fixe et la Somme supplémentaire sont payables, au choix de la Société, soit immédiatement, en actualisant les divers flux sur la base des taux du marché IRS ou de toute autre référence équivalente en vigueur au moment du paiement, soit par tranches annuelles payables au 30 mai de chaque année et pour la première fois l'année qui suit l'acte ou la décision précitée, la dernière tranche devant être payée en 2021.

Les actions privilégiées sans droit de vote seront de plein droit annulées au jour du complet paiement de la Somme fixe et la Somme supplémentaire.

6.1.2. Si une telle décision ou acte avait normalement pour effet la diminution, même pour des raisons économiques dues aux conséquences directes de cette décision, du Dividende afférent aux actions privilégiées sans droit de vote, il sera procédé de bonne foi à une adaptation du calcul du dividende, des autres droits et des présentes conditions d'émission pour préserver les droits attachés aux actions privilégiées sans droit de vote.

À défaut d'accord dans les soixante jours de la décision ou de l'acte précité, entre la Société et la Financière TGV, et sans préjudice du droit de cette dernière de demander l'exécution ponctuelle des engagements de la Société lorsqu'elle reste possible, chaque action privilégiée sans droit de vote donnera droit à une application au prorata des droits visés à l'article 6.1.1.

6.2. Au cas où, pour une quelconque raison, les actions privilégiées sans droit de vote ou les droits attachés à ces actions, seraient considérées comme nuls, la Société remettra les droits et obligations des titulaires des actions dans leur pristin état. Cette remise en pristin état aura lieu par le paiement aux titulaires des actions, pour solde de toutes sommes dues en principal par la Société, tout remboursement des dividendes payés ou intérêts sur ces sommes etc., d'une somme calculée conformément à l'article 6.1.1.

7. Droit de souscription préférentielle.

7.1. L'émission d'actions ordinaires en faveur de l'Etat n'est pas soumise à un droit de préférence lorsque cette émission est décidée en exécution de l'article 56 de la loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions fiscales, financières et diverses, pour une valeur nominale égale à 3,09866906 € par action pour les actions émises jusqu'au 30 juin 2006, et que les actions émises sont destinées à être regroupées en cas de prélèvements, comme prévu par l'arrêté royal du 24 décembre 1996 portant exécution de l'article 56 de la loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions fiscales, financières et diverses, ou serait prévue par toute autre disposition prévoyant un mécanisme aux effets similaires.

Pour le surplus, les titulaires d'actions privilégiées sans droit de vote ont, sans préjudice de l'article 40, § 2, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, un droit de souscription préférentielle en cas d'émission d'actions nouvelles avec ou sans droit de vote, sauf si l'augmentation du capital se réalise par l'émission de deux tranches proportionnelles d'actions, les unes avec droit de vote et les autres sans droit de vote, dont la première est offerte par préférence aux titulaires d'actions avec droit de vote et la seconde aux titulaires d'actions sans droit de vote.

7.2. Le droit de souscription préférentielle peut être exercé pendant un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours à dater de l'ouverture de la souscription et qui est fixé par l'Assemblée générale.

7.3. L'ouverture de la souscription ainsi que son délai d'exercice doivent être portés à la connaissance des titulaires d'actions privilégiées sans droit de vote par lettre recommandée.

7.4. Le droit de souscription est négociable pendant toute la durée de la souscription aux conditions prévues à l'article 10.

Het Vast Bedrag en het Bijkomende Bedrag zijn betaalbaar, naar keuze van de Vennootschap, hetzij onmiddellijk door de diverse betalingsstromen te actualiseren op basis van de intrestvoeten van de IRS-markt of van enige andere op het ogenblik van de betaling geldende gelijkwaardige referentie, hetzij in jaarlijkse schijven, betaalbaar op 30 mei van ieder jaar en voor de eerste maal het jaar volgend op de voornoemde handeling of beslissing, waarbij de laatste schijf moet worden betaald in 2021.

De preferente aandelen zonder stemrecht zullen van rechtswege vernietigd worden op de datum van volledige betaling van het Vast Bedrag en het Bijkomend Bedrag.

6.1.2. Indien een dergelijke beslissing of handeling normaal de vermindering van het Dividend met betrekking tot de preferente aandelen zonder stemrecht tot gevolg heeft, zelfs omwille van economische redenen te wijten aan de rechtstreekse gevolgen van deze beslissing, zal te goeder trouw overgegaan worden tot een aanpassing van de berekening van het Dividend, van de andere rechten en van huidige uitgiftevoorwaarden teneinde de rechten verbonden aan de preferente aandelen zonder stemrecht te vrijwaren.

Bij gebreke van akkoord tussen de Vennootschap en HST-Fin binnen de zestig dagen na voornoemde beslissing of handeling, en onverminderd het recht van laatstgenoemde om de stipte uitvoering van de verbintenissen van de Vennootschap te vorderen indien deze mogelijk blijft, zal ieder preferent aandeel zonder stemrecht recht geven op een evenredige toepassing van de in artikel 6.1.1. bedoelde rechten.

6.2. Indien de preferente aandelen zonder stemrecht of de aan deze aandelen verbonden rechten, voor om het even welke reden, als nietig zouden beschouwd worden, zal de Vennootschap de rechten en verplichtingen van de houders van de aandelen in hun oorspronkelijke toestand herstellen. Dit herstel in oorspronkelijke staat zal geschieden door de betaling aan de houders van de aandelen van een overeenkomstig artikel 6.1.1. berekend bedrag, voor saldo van alle door de Vennootschap in hoofdsom verschuldigde bedragen, iedere terugbetaling van betaalde dividenden of intresten op deze bedragen, enz.

7. Voorkeurrecht bij uitgifte.

7.1. De uitgifte van gewone aandelen ten gunste van de Staat is niet onderworpen aan een voorkeurrecht wanneer tot deze uitgifte wordt beslist ter uitvoering van artikel 56 van de wet van 20 december 1995 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen, tegen een nominale waarde van 3,09866906 euro per aandeel voor de tot 30 juni 2006 uitgegeven aandelen, en wanneer de uitgegeven aandelen bestemd zijn om gehergroepeerd te worden in geval van afnemingen, zoals bepaald in het koninklijk besluit van 24 december 1996 tot uitvoering van artikel 56 van de wet van 20 december 1995 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen, of wanneer deze uitgifte zou worden geregeld door iedere andere bepaling die voorziet in een mechanisme met gelijkaardige gevolgen.

Voor het overige hebben de houders van preferente aandelen zonder stemrecht, onverminderd artikel 40, § 2, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, een voorkeurrecht in geval van uitgifte van nieuwe aandelen, met of zonder stemrecht, behalve wanneer de kapitaalverhoging geschiedt door de uitgifte van twee evenredige schijven van aandelen, de ene met stemrecht en de andere zonder stemrecht, waarvan de eerste bij voorkeur wordt aangeboden aan de houders van aandelen met stemrecht en de tweede aan de houders van aandelen zonder stemrecht.

7.2. Het voorkeurrecht kan worden uitgeoefend gedurende een termijn van ten minste vijftien dagen te rekenen van de dag van de openstelling van de inschrijving en die wordt bepaald door de algemene vergadering.

7.3. De openstelling van de inschrijving en het tijdvak waarin deze kan plaatsvinden, dienen per aangetekende brief ter kennis gebracht te worden aan de houders van preferente aandelen zonder stemrecht.

7.4. Het voorkeurrecht is verhandelbaar gedurende de gehele inschrijvingstijd, volgens de voorwaarden bepaald in artikel 10.

7.5. A l'issue du délai de souscription préférentielle, les titulaires d'actions privilégiées sans droit de vote qui ont déjà exercé leur droit peuvent exercer un droit de priorité pendant une période de dix jours, à concurrence du nombre d'actions privilégiées sans droit de vote qu'ils indiquent et qui sera, le cas échéant, réduit en fonction de leur participation respective.

8. Assemblées générales.

8.1. Les titulaires d'actions privilégiées sans droit de vote sont convoqués aux assemblées générales et peuvent y assister, mais n'ont pas le droit de vote, sans préjudice de l'article 8.2.

8.2. Les titulaires d'actions privilégiées sans droit de vote ont néanmoins le droit de vote selon les conditions prévues aux articles 63, 539, 541 et 546 du Code des sociétés et dans les cas visés à l'article 481, à l'exclusion du renvoi de l'article 480, 1°.

8.3. A partir du 1^{er} janvier 2022, les actions sans droit de vote ne conservent un privilège qu'en cas de liquidation.

9. Droit d'information.

9.1. Quinze jours avant l'Assemblée générale ordinaire annuelle, les titulaires d'actions privilégiées sans droit de vote peuvent obtenir gratuitement le projet de comptes annuels, le rapport de gestion et le rapport des commissaires.

9.2. En outre, les titulaires d'actions privilégiées sans droit de vote peuvent poser des questions lors des assemblées générales de la même manière que les actionnaires avec droit de vote.

10. Cession d'actions.

Toute cession d'actions privilégiées sans droit de vote est soumise à l'article 39 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

11. Conversion.

Les actions privilégiées sans droit de vote peuvent être converties, entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2021, au choix et sur simple demande de leur titulaire, en obligations de la Société, subordonnées en cas de concours de tous les créanciers (faillite, demande de concordat judiciaire ou liquidation volontaire ou forcée), sur la base d'une action contre une obligation de même valeur nominale assortie de conditions assurant une rémunération de l'investissement au taux du marché.

Les conditions d'émission de ces obligations subordonnées seront, conformément à l'article 4, § 2, de la loi du 17 mars 1997 relative au financement du projet TGV, fixées avant l'an 2021 par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 8 avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Mobilité et des Transports,
Mme I. DURANT

7.5. Na afloop van de termijn van het voorkeurrecht, kunnen de houders van de preferente aandelen zonder stemrecht die reeds hun recht hebben uitgeoefend, een recht van voorrang uitoefenen gedurende een periode van tien dagen, ten belope van het aantal preferente aandelen zonder stemrecht dat zij aanduiden en dat, in voorkomend geval, zal worden verminderd volgens hun respectieve deelneming.

8. Algemene vergaderingen.

8.1. De houders van preferente aandelen zonder stemrecht worden opgeroepen voor de algemene vergaderingen en mogen deze bijwonen, doch hebben geen stemrecht, onverminderd artikel 8.2.

8.2. De houders van preferente aandelen zonder stemrecht hebben niettemin stemrecht volgens de in artikelen 63, 539, 541 en 546 van het Wetboek van vennootschappen bepaalde voorwaarden in de gevallen bedoeld in artikel 481, met uitzondering van de verwijzing naar artikel 480, 1°.

8.3. Vanaf 1 januari 2022 behouden de aandelen zonder stemrecht slechts een voorrecht in geval van vereffening.

9. Informatierecht.

9.1. Vijftien dagen voor de gewone jaarlijkse algemene vergadering kunnen de houders van preferente aandelen zonder stemrecht gratis het ontwerp van de jaarrekening, het jaarverslag en het verslag van de commissarissen bekomen.

9.2. Bovendien kunnen de houders van preferente aandelen zonder stemrecht vragen stellen gedurende de algemene vergaderingen op dezelfde manier als de aandeelhouders met stemrecht.

10. Overdracht van aandelen.

Iedere overdracht van preferente aandelen zonder stemrecht is onderworpen aan artikel 39 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

11. Omzetting.

De preferente aandelen zonder stemrecht kunnen, tussen 1 januari en 31 december 2021, naar keuze en op eenvoudige aanvraag van hun houder, omgezet worden in obligaties van de vennootschap, achtergesteld in geval van samenloop van alle schuldeisers (faillissement, aanvraag van gerechtelijk akkoord of vrijwillige of gedwongen vereffening), op basis van één aandeel tegen één obligatie met dezelfde nominale waarde en tegen voorwaarden die een vergoeding van de investering aan marktcondities verzekeren.

De uitgiftevoorwaarden van deze achtergestelde obligaties zullen, overeenkomstig artikel 4, § 2, van de wet van 17 maart 1997 betreffende de financiering van het HST-project, vóór het jaar 2021 vastgesteld worden door een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 8 april 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Mobiliteit en Vervoer,
Mevr. I. DURANT

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2003 — 1710

[C — 2003/14063]

8 AVRIL 2003. — Arrêté royal fixant les modalités d'émission de la loterie à billets, appelée « LuckySix », loterie publique organisée par la Loterie Nationale

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale, notamment l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et l'article 6, § 1^{er}, 1°, modifiés par la Loi-programme I du 24 décembre 2002;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Considérant que l'évolution des attitudes comportementales du public a amené la Loterie Nationale à constater que l'attrait des formes de loteries publiques, notamment à billets, qu'elle organise, connaît un phénomène d'érosion qui, comparativement au passé, est plus rapide et rend dès lors la période de vie de ces formes de loteries beaucoup plus courte;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2003 — 1710

[C — 2003/14063]

8 APRIL 2003. — Koninklijk besluit tot bepaling van de uitgifte-modaliteiten van de loterij met biljetten genaamd « LuckySix », een door de Nationale Loterij georganiseerde openbare loterij

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij, inzonderheid op artikel 3, § 1, 1e lid, en op artikel 6, § 1, 1°, gewijzigd bij de Programmawet I van 24 december 2002;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Overwegende dat de evolutie van het gedrag van het publiek de Nationale Loterij tot de vaststelling heeft gebracht dat de aantrekkingskracht van de vormen van de door haar georganiseerde openbare loterijen, in het bijzonder met biljetten, sneller afneemt dan vroeger, waardoor de levensduur van dergelijke vormen van loterijen sterk wordt verkort;